L'ACTION FRANÇAISE

4 € I N° 2830 I 65° année I Du 15 décembre 2011 au 4 janvier 2012 I Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois I www.actionfrancaise.net



Refusons Resulting



L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE
Restaurer la justice sociale p. 2
✓ POLITIQUE
Relations franco-allemandes :
rien de nouveau à l'Est p. 4
✓ SOCIÉTÉ
Un islamisme pluriel : entretien
avec Jean-Paul Gourévitch p. 5
✓ MONDE
OMC : la Russie
dans le grand bain capitaliste p. 6
Le danger islamiste plane sur l'Égypte p. 7
Un homme de trop
au Congop. 7
✓ ARTS & LETTRES
Théâtre : Victor Hugo,
mon amour p. 10
Kassovitz braque le GIGN p. 10
Beaux livres :
impressions de Noël p. 10
✓ HISTOIRE
Sainte Geneviève
aux sources de la France p. 12
Hommage
à Vladimir Dimitrijevic p. 12
✓ IDÉES
Un messianisme
maurrassien p. 13
Le libéralisme, ennemi des libertés p. 13
✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS
L'Action française,
une aventure intellectuelle p. 14
✓ ENTRETIEN
Charles Aslangul, un jeune



républicain passionné p. 16

le fatalisme!



Qualité France

À L'APPROCHE de Noël, et alors que les Parisiens s'affolent pour les derniers cadeaux, glissez vos pieds dans les mocassins de Léon-Paul Fargue, le piéton de Paris. Promenez-vous! Élevez votre regard sur les façades de craie, prenez le temps de lire les plaques de marbre et saluez les défunts que l'on veut honorer. Contemplez Montaigne, maire de Bordeaux, face à la Sorbonne, dos à l'hôtel de Cluny, et qui vous rappelle que c'est par Paris qu'il se sent Français. Continuez votre déambulation et, ce que ne fit jamais Antoine Blon-

din en vingt-cinq ans, traversez la Seine. Pourquoi ne pas entrer dans Saint-Eustache? Une église sans clocher par manque de moyens, sans véritable vitrail depuis les funérailles de

Mirabeau et les salves vandales de ceux qui désirèrent lui rendre hommage. Une fois à l'intérieur, retournez-vous. À gauche du portail est suspendu un trésor sous forme d'inscription : « Cy git François de Chevert, commandeur Grand-Croix de l'ordre de saint Louis, chevalier de l'aigle blanc de Pologne, gouverneur de Givet et de Charlemont, lieutenant général des armées du Roy, sans ayeux, sans fortune, sans appui, orphelin dès l'enfance, il en-

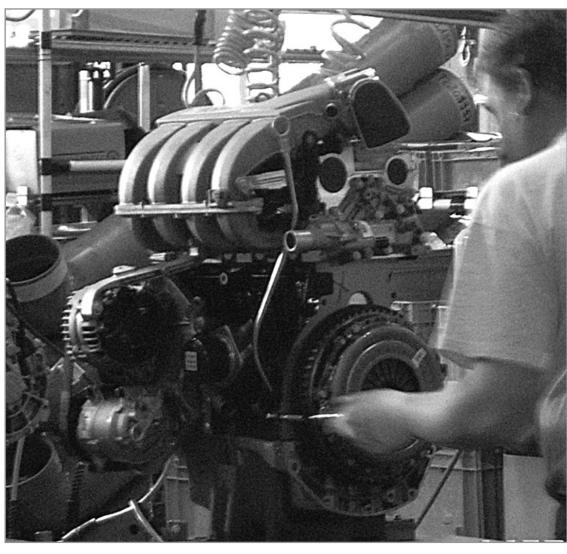
tra au service à l'âge de onze ans, il s'éleva malgré l'envie à force de mérite et chaque grade fut le prix d'une action d'éclat. Le seul titre de maréchal de France a manqué non pas à sa gloire mais à l'exemple de ceux qui le prendront pour modèle. Il était né à Verdun-sur-Meuse le 2 février 1695. Il mourut à Paris le 24 janvier 1769. Priez Dieu pour le repos de son âme. » Style, allure, ton, tout y est! La France en somme. Et très loin de la caricature de l'Ancien Régime. Il faudrait un cœur de pierre pour ne pas être saisi par cette épitaphe, notre civilisation portée en programme. □

Marc Savina

☐ FACE À LA CRISE

Restaurer la justice sociale

Alors que les États européens tremblent devant les agences de notation, il n'est peut-être pas inutile de lire ces réflexions sur les présupposés politiques de la question économique et sociale.



« Le "nouveau prolétariat", comme l'ancien, se caractérise par la "dépossession".

a question sociale n'a pas disparu, comme certains l'es-■péraient, avec la société de consommation et la prospérité indéniable des Trente Glorieuses, ni avec la mondialisation présentée comme la panacée, censée donner à tous les moyens de vivre dignement et "selon ses besoins". Bien sûr, dans le cas français, le niveau de vie des ouvriers tout comme leurs conditions de travail d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec ceux du début du XX^e siècle, et c'est tant mieux. Mais la globalisation (mot plus exact et explicite que celui de "mondialisation"), en rebattant les cartes de l'économie et des puissances, a entraîné, au sein même de notre société, des remises en cause douloureuses et des interrogations sur la nature des rapports sociaux, sur leur territorialisation ou sur leurs formes. Globalisation rime aujourd'hui, pour les travailleurs français, avec délocalisations, tandis que l'Union européenne évoque, elle, le terme de libéra-

VOUS CHERCHEZ L'ACTION FRANÇAISE 2000 ?

Rendez-vous à cette adresse pour trouver un kiosque où l'acheter :

www.trouverlapresse.com

lisation, en insistant sur son caractère de nécessité absolue, sans prendre en compte les exigences de la justice sociale et du bienêtre moral des populations laborieuses des pays d'Europe. Doiton, même, évoquer l'actuelle crise de la zone euro?

Nouveau prolétariat

Ainsi, la question sociale revient au cœur des problématiques françaises. Bien sûr, le "nouveau prolétariat" n'est plus celui de 1900, mais, au-delà de ses difficultés présentes, sa nature reste la même : c'est-à-dire une masse de travailleurs interchangeables sans autre lien avec le travail que celui que les détenteurs de l'argent veulent et voudront bien lui allouer, à titre temporaire, pour en tirer des profits substantiels sans être obligés de les redistribuer à ceux qui en sont les producteurs "de base", mais plutôt, voire seulement, aux actionnaires ou aux cadres dirigeants, les uns se confondant parfois avec les autres. C'est d'ailleurs là un des éléments forts du "scandale social" qui voit d'immenses fortunes se bâtir sur de simples jeux boursiers et non plus sur la qualité du travail effectué.

Le "nouveau prolétariat", comme l'ancien, se caractérise par la "dépossession": les ouvriers ou les artisans sont condamnés par une logique comptable selon laquelle il est plus simple de fabriquer à grande échelle et à moindre coût dans des pays lointains, où les règles sociales sont peu contraignantes, voire inexistantes, que dans notre pays attaché à une certaine qualité et à la préservation des travailleurs. Ainsi de nombreux métiers et savoir-faire disparaissent-ils, dans l'indifférence générale, puisque le consommateur ne regarde le plus souvent que le prix de l'étiquette, sans penser au deuxième coût, beaucoup plus élevé, le coût social : ne pas acheter français quand on en a l'occasion, sous le prétexte, fort compréhensible d'ailleurs, que le "même" produit fabriqué en Chine est moins cher, est, à plus ou moins long terme, suicidaire, comme le signalent certains économistes. Car, à trop dépendre des productions étrangères, que pourra-t-on vendre demain à des sociétés auxquelles nous aurons abandonné toutes nos technologies, nos méthodes de travail et pour lesquelles nous aurons sacrifié nos propres outils de production? Le cas d'Airbus est, à ce sujet, tristement éclairant : désormais, des avions seront construits en Asie, tandis que la Chine, à qui la société EADS a "transféré" les technologies de ses appareils, se targue de bientôt vendre à la France et à l'Europe des... Airbus, chinois bien sûr.

Devant cette nouvelle donne qui voit le capitalisme libéral sacrifier les travailleurs de France sur l'autel de la rentabilité, gémir ne sert à rien. Il faut désormais "repenser la question sociale", sans vaine illusion ni désespérance. Chercher des pistes alternatives à ce jeu malsain qui se moque des frontières comme des personnes, des familles ou des traditions. Les royalistes, fidèles à la méthode maurrassienne de l'empirisme organisateur et conscients des enjeux, ne feront pas la politique du pire qui est « la pire des politiques » comme l'affirmait avec raison Charles Maurras. Ils ne doivent pas créer des utopies, mais imaginer de nouveaux modèles économiques et sociaux, sans perdre de vue qu'il s'agit, malgré la difficulté, de remettre "l'économie au service des hommes". Il leur revient de rappeler que la nation est la première protection sociale, que c'est le plus vaste des cercles communautaires à mesure humaine et historique et qu'elle offre des solidarités fortes en son sein, en son espace souverain, au-delà des différences professionnelles ou culturelles.

Quelles institutions?

Aussi, la guestion sociale est une question éminemment politique, et, là encore, le "politique d'abord" doit être compris comme la nécessité d'utiliser ce moyen pour limiter les excès de la globalisation: susciter une véritable impulsion de l'État pour les grandes réformes sociales (et pas seulement en vue d'équilibrer les comptes publics), qui sont urgentes, et son arbitrage pour les conflits de "légitimité sociale" entre les divers "décideurs" et les "acteurs du travail", et cela sans tomber dans l'étatisme ou le dirigisme; permettre et accompagner un véritable aménagement du territoire qui ouvre la voie à une relocalisation de nombreuses activités et à une prise en compte véritable du "souci environnemental"; etc.

Aujourd'hui, traiter la question sociale signifie "ne plus laisser faire la seule loi du marché" (dont on voit les ravages dans la crise grecque), mais redonner au politique des moyens de pression sur l'économique. Si l'on veut inscrire cette démarche dans la durée et l'indépendance, l'État doit lui-même disposer de la durée et de l'indépendance, et être respecté à l'intérieur comme à l'extérieur. Au regard de l'histoire comme de la reflexion et de la pratique politiques, il n'en est qu'un qui, en refusant de sacrifier les hommes à une logique totalitaire ou marchande, soit possible et souhaitable : c'est la monarchie à transmission héréditaire, politique et sociale à la fois. En fait, la meilleure réponse à une "économie sauvage" dont les seules valeurs sont financières : pour retrouver, demain, le sens de la mesure et de la justice sociale que la République des Sarkozy, Proglio et Tapie foule au pied... ■

Jean-Philippe Chauvin http://nouvelle-chouannerie.com/

» TRIPLE A

Paris n'est pas la cible exclusive de Standard & Poor's, loin s'en faut. Toutefois, soulignent Les Échos, son "triple A" « sera le seul à être évalué à l'aune de quatre critères, dont celui budgétaire », non retenu pour l'Allemagne, l'Autriche, le Finlande, le Luxembourg et les Pays-Bas...

» CONFIANCE

À l'issue du Conseil européen des 8 et 9 décembre, les chefs d'État ou de gouvernement de la zone euro ont prétendu « clairement » réaffirmer « le caractère unique et exceptionnel » de la participation des créanciers privés au "sauvetage" de la Grèce. De fait, leur crédibilité semble s'amenuiser à chacun de ces innombrables sommets qu'on nous annonce décisifs.

» PROTECTIONNISME

À l'occasion d'un déplacement à Sallanches (Haute-Savoie), le président de la République a fait la promotion du "made in France", dont la plupart des candidats à l'élection présidentielle vont se disputer le titre de meilleur ambassadeur... Cela réjouira vraisemblablement le patronat, qui agite lui aussi le spectre des délocalisations, dans l'espoir que soit transféré aux contribuables le poids des charges sociales - selon le mécanisme de "TVA sociale". Tout cela semble au demeurant bien timide, comparé aux déclarations du chef de l'État argentin, Cristina Kirchner. « Nous ne voulons plus importer un clou », a-t-elle annoncé le 29 novembre, selon les échos du Courrier international.

– L'ACTION FRANÇAISE 2000 –

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél.: 01 40 39 92 06 - Fax: 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (†)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Directeur éditorial : François Marcilhac
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : Jean-Philippe Chauvin Aristide Leucate, , Marc Savina

Société: Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc

Économie & Social : Guy C. Menusier

Europe: Charles-Henri Brignac,

Grégoire Dubost, Guy C. Menusier

Monde : Philippe Maine, Pascal Nari

Arts & Lettres: Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens

Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand

Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marcilhac, abbé Guillaume de Tanoüarn

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

Refusons le fatalisme!

icolas Sarkozy pense-t-il que plus le mensonge est gros, plus il a chance d'être cru par les Français? Affirmer, dans un entretien donné au Monde daté du 13 septembre, à propos du projet de traité intergouvernemental, que « la responsabilité de la gouvernance revien[drait] désormais aux chefs d'État et de gouvernement » et que cela « marque un progrès démocratique incontestable par rapport à la situation précédente », relèverait de la méthode Coué si on pensait le chef de l'État sincère. Il faudrait en effet, pour que cela fût exact, que ces mêmes États ne se soient pas en même temps livrés pieds et poings liés à des exigences, peutêtre vertueuses sur le plan budgétaire, mais liberticides sur celui de la souveraineté.

Nicolas Sarkozy peut toujours arguer que le chancelier Merkel a dû renoncer à donner à la Cour de justice européenne (CJUE) le pouvoir d'annuler les budgets nationaux qui ne seraient pas conformes aux nouvelles contraintes communautaires en termes de "règle budgétaire", baptisée en France "règle d'or"; il peut même, en chevalier de la légitimité, lui qui est à l'origine du coup de force de Lisbonne, déclarer que, de toute façon, la CJUE « n'a pas non plus la légitimité pour annuler un budget qui aurait été voté par un parlement souverain »; il n'en reste pas moins, notamment, que nos parlements « souverains » seront constitutionnellement tenus de voter des budgets conformes aux desiderata de la Commission, à laquelle les gouvernements les auront auparavant présentés pour accord, que la CJUE vérifiera de toute façon la conformité de la règle budgétaire de chaque pays aux principes édictés par la Commission, que les gouvernements visés par une procédure pour déficits excessifs, surveillés par la Commission, devront lui présenter un programme de réformes structurelles... Sans oublier cet autre élément de l'accord, « un effort de discipline, avec une majorité inversée pour les sanctions automatiques. Avant, pour que la Commission sanctionne un État fautif, il fallait une majorité qualifiée au Conseil pour l'approuver. Désormais, cela ne sera plus le cas », reconnaît Sarkozy. Bref, il ne reste rien des marges de manœuvre des gouvernements et de ce prétendu « progrès démocratique »...

On pourrait gloser sur les sanctions atteignant un État déficitaire : telles les saignées au temps de Molière, elles finiront par tuer le malade. Elles n'ont évidemment d'autre objectif, par la peur qu'elles sont censées imprimer aux gouvernants et aux peuples concernés, que de faire passer le goût à tout État de la zone euro, voire de l'Union euro-

péenne - neuf des dix États hors euro ayant décidé de ratifier le traité intergouvernemental -, de s'écarter du droit chemin. On ne s'étonnera pas que, dans ces conditions, l'orgueilleuse - et lucide - Albion ait décliné l'offre de s'associer à l'accord. On l'accuse de préférer la City ? Au nom de quoi le lui reprocherait-on ? S'étonnera-t-on en revanche que cet accord ait été signé à l'initiative de l'Allemagne, qui souhaitait aller encore plus loin sur la voie du fédéralisme sévère ? Ce serait oublier deux facteurs. Le premier tient à des considérations d'ordre économique et financier. L'Allemagne, pour laquelle l'euro-mark a été créé, est structurellement le pays le moins menacé par d'éventuelles sanctions car elle remplit déjà les conditions du nouveau traité (elle a adopté, pour 2016, une règle d'or plus sévère que celle prévue par le projet de traité); en revanche, elle ne veut pas risquer de supporter prioritairement d'éventuels défauts de paiement d'autres partenaires (Italie, Espagne, Portugal...). Le second facteur est d'ordre intérieur : la cour de Karslruhe veille au respect de la souveraineté allemande, contrairement au Conseil constitutionnel français, qui a depuis longtemps abdiqué en la matière...

C'est pourquoi Sarkozy se vante en évoquant un « compromis franco-allemand » : à le lire, c'est presque Merkel qui se serait rangée aux positions françaises, s'agissant notamment de la création d'une « gouvernement économique » et du Mécanisme européen de stabilité, destiné à remplacer dès 2012 le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Comme si, précisément, ces prétendues concessions n'avaient pas été faites aux conditions allemandes! Sarkozy a-t-il déjà oublié son humiliation - méritée - sur les euro-obligations, allant jusqu'à intégrer les raisons du refus allemand à son propre discours?

Il le reconnaît, du reste, par ce traité l'Allemagne veut nous imposer les réformes structurelles auxquelles elle a procédé depuis de nombreuses années, au mépris de la différence de nature entre nos économies (surtout fondée sur l'exportation pour l'Allemagne, sur la consommation intérieure pour la France). Oui, « ce sommet marque une étape décisive vers l'intégration européenne » mais, plus encore, vers la soumission structurelle de la France à l'Allemagne. Car Sarkozy fait un aveu terrifiant, que nos confrères ont peu relevé : « Nous n'avons pas le droit de diverger avec l'Allemagne, car la divergence conduit à l'affrontement. » Peut-on dès lors encore parler de compromis ? Ne s'agirait-il pas plutôt de l'esprit, fataliste, de soumission?



Sarkozy souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, ce serait « le nationalisme d'antan » qui triompherait, alors qu'« on conforte sa souveraineté et son indépendance en l'exerçant avec ses amis, ses alliés, ses partenaires ». Une énormité? Depuis longtemps, les fédéralistes européens, qui évoquaient naguère « la fédération d'États-nations », sont passés maîtres dans l'art de l'enfumage. Plus hypocrite, Jean Quatremer précise que ce traité intergouvernemental « ne prévoit aucun nouveau partage de souveraineté », mais c'est aussitôt pour préciser : « Il s'apparente davantage à une sorte de "serment du jeu de Paume" » - comme si celui-ci n'avait pas eu pour objectif de brider la souveraineté du roi... Du reste, en brisant ce que Quatremer reconnaît comme un « tabou », celui de l'unanimité, c'est bien la démarche fédéraliste qui est engagée 1.

Les europhiles semblent assurément jouer sur la crise comme sur du velours, pour faire avancer leur projet d'éradication des nations : dans une sondage récent, si 24 % seulement des Français déclarent faire confiance à leur gouvernement, 73 % d'entre eux pensant que le pire est encore à venir ; ils sont aussi 69 % à être favorables au contrôle des politiques budgétaires, c'est-à-dire à la démarche initiée à Bruxelles... Le fatalisme est la meilleure arme de nos ennemis car il empêche de réagir en interdisant, moralement, d'avoir de mauvaises pensées, comme quitter l'euro-mark, par exemple, et recouvrer son indépendance. C'est lui qu'il faut briser, à tout prix. □

François Marcilhac

1 - http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2011/12/le-traité-sur-lunion-budgétaire-un-serment-du-jeu-de-paume-de-la-rigueur.html

I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Des étrennes pour l'AF

EN CETTE PÉRIODE de fêtes de fin d'année, avez-vous pensé aux étrennes du journal de l'Action française?

Notre souscription est loin d'avoir atteint le montant dont nous avons besoin pour faire vivre et progresser L'AF 2000. Et cependant, la période des élections qui s'ouvre en 2012 va être propice à la diffusion des idées royalistes. Elle doit être l'occasion de rappeler sans cesse les exigences de l'intérêt national face à l'arrivisme des politiciens candidats à la fonction suprême, face à leurs programmes et à leurs discours démagogiques destinés simplement à récupérer des voix, face aux atteintes à notre souveraineté nationale des projets de nouvelles conventions européennes.

Le journal est le fer de lance de notre combat. Aidez-le. Merci d'avance de notre générosité.

Marielle Pujo



✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Liste n° 20

Virements réguliers: Jean-Michel de Love, 7,62; Raymond Sultra, 17,78;

Olivier De Weck, 20; Jacques Lamonerie, 100; M^{me} Corinne Schoch, 235; Vente de livres, 695.

Total de cette liste Listes précédentes 1 075,40 € 9 363,68 €

Total 10 439,08 €

☐ FRANCE-ALLEMAGNE

Rien de nouveau à l'Est

À l'issue du Conseil européen des 8 et 9 décembre, l'élaboration d'un nouveau traité est agitée dans l'espoir d'apaiser la crise de la dette souveraine. Un prélude, sans doute, à de nouvelles désillusions...



e Conseil européen des 8 et 9 décembre a accouché d'une nouvelle orientation politique de l'axe franco-allemand : un nouveau saut vers le fédéralisme européen contenu par une position germanique intransigeante qui risque de jeter les peuples dans un puits sans fond. Une fois encore et au lendemain de trois guerres terribles entre les deux États, la froide réalité de la puissance allemande vient à nouveau d'enfouir l'idée toute romantique de l'avènement d'un peuple européen. Et c'est parce que Nicolas Sarkozy a bien compris les risques que constituerait un affrontement politique avec Angela Merkel, qu'il a préféré se coucher avant la débâcle.

Synthèse impossible

Le bilan du sommet européen est catastrophique car il a tenté de réaliser la synthèse de positions inconciliables tant sur le plan économique que politique. En effet, l'accord de vendredi dernier n'a pas permis, au grand dam des partisans du federalisme, d'impulser la création d'une véritable gouvernance économique qui s'appuierait sur le rôle pilier qu'aurait dû jouer la Banque centrale européenne (BCE). À l'inverse, le renforcement de la discipline budgétaire et la création avancée du Mécanisme européen de stabilité (MES) déposséderont les États de leur marge de manœuvre salutaire pour espérer mener une politique de sortie de crise. Et comme le rappelle Jacques Sapir, la monnaie unique ne peut être viable que si elle est assise sur une gouvernance politique de type fédérale, occasionnant un vaste transfert de compétences et de

dotations budgétaires. Or cellesci n'atteignent que le maigre 1,29 % du PIB quand elles devraient atteindre les 10 à 15 % pour permettre de venir en aide aux États-régions en difficulté économique. Dans le cas présent, le premier contributeur visé, à savoir l'Allemagne, a bien compris la menace qui pesait sur elle de devoir payer pour les autres. Et pourtant, en cas d'éclatement de la zone euro, elle fera également le deuil de sa prospérité économique.

Revue des faiblesses

Ainsi l'Allemagne, à raison de son droit constitutionnel protégé par la cour de Karlsruhe, doublé d'une vive opposition politique, a fait échouer le projet français de doter le fonds de soutien européen d'une licence bancaire qui aurait permis à la BCE de prêter aux États endettés par son intermédiaire. Pire, le MES, qui sera opérationnel à compter du mois de juillet 2012, ne pourra prêter qu'un montant plafond de 500 milliards d'euros. Quand on sait que l'Italie sera à elle seule dans l'obligation d'emprunter 440 milliards d'euros, dont 200 avant mars 2012, on comprend aisément que le nouveau mécanisme de renflouement deviendra déficient avant même son entrée en vigueur. Enfin, pour couronner le tout, nos bien aimés technocrates ont annoncé que la zone euro était prête à verser près de 200 milliards d'euros supplémentaires au Fonds monétaire international (FMI), pour « renforcer notre force de frappe en cas de crise » (N. Sarkozv). Pour être plus clair, les Français vont prêter au FMI pour que le FMI puisse prêter aux Français...

La dernière chance pour la France demeure dans l'éclatement de la zone euro et le rétablissement du franc. L'Allemagne a imposé son modèle non pas pour exporter sa rigueur budgétaire, mais bien pour piller le reste de l'Europe. Alors qu'elle fait mine de protester contre l'accroissement des déficits des États, elle continue de bénéficier de leurs importations garanties par la spirale de l'endettement. En 2009, alors qu'elle réalisait près de 803 milliards d'euros d'exportations et dégageait un excédent commercial de 139 milliards brut, plus de 41 % des achats "made in Germany" ont été contractés par sept États de la zone euro: la France, l'Italie, l'Autriche, la République tchèque, la Pologne, les Pays-Bas et la Belgique. Pendant ce temps, la France voyait son déficit commercial avec l'Allemagne culminer à près de 25,5 milliards d'euros. Mieux, pour l'année 2009, la démographie allemande a chuté

de 0,061 % alors que celle de notre pays connaissait une croissance de 0,525 %. Pendant que l'Allemagne voit sa population active régresser, ce qui améliore de facto sa productivité et occasionne une baisse du chômage, la France est confrontée à une arrivée massive de jeunes sur le marché de l'emploi en pleine période de récession.

S'il faut reconnaître que l'Allemagne jouit d'un appareil de production industriel très performant, jamais sa puissance n'aurait été décuplée si elle n'avait bénéficié d'une monnaie assise sur sa structure économique. L'euro a été au cœur de son projet de réarmement industriel. En effet, la monnaie unique, en renforçant l'Allemagne, a, dans le même temps, désarmé les autres États, tributaires d'un taux de change totalement inadapté à leur réalité économique, les condamnant dans le cadre du marché commun, à une dépendance des exportations du grand frère germanique.

Modèle allemand

Mais l'Allemagne, pour stimuler son modèle économique d'exportation, a également sacrifié son modèle social et instauré une compression des salaires sans équivalent. Selon l'institut de recherche économique allemand (DIW), 1,2 million d'individus travaillaient en 2010 pour un salaire horaire brut de 5 euros. Dès lors, le miracle du moteur de l'Europe compte officiellement 13 % de pauvres dans les anciens Länder, 19 % dans les nouveaux et 25 % parmi les moins de vingt-cing ans. Enfin, quand Angela Merkel fustige les États dépensiers, elle oublie avec malice que son pays doit également faire face à un déficit public de 83,2 % du PIB quand celui de la France atteint 81,7 %. Même s'il peut paraître monotone de le rappeler, la véritable alternative à la crise de l'Union européenne est à rechercher dans la dissolution de la zone euro et dans la refondation d'une Europe assise sur la souveraineté des peuples. Il faudra affronter le nouvel impérialisme de notre partenaire de toujours. Comme l'avait déjà expérimenté un certain Jacques Bainville à son retour d'un voyage en Allemagne en 1896, le réalisme froid de l'Allemagne doit toujours nous maintenir en alerte.

Jean Goursky

OPEX

Un réveillon en Afghanistan

« Opération Nuntius Belli : pour leur dixième Noël, envoyez votre message de soutien aux soldats français en Afghanistan. »

POUR LA DIXIÈME année consécutive, des soldats français se préparent à fêter Noël en Afghanistan. À cette occasion, le site Internet Theatrum Belli a lancé l'opération "Nuntius Belli", grâce à laquelle la nation pourra manifester son attachement à leur égard. Les initiateurs du projet se proposent de recueillir des messages à leur intention, avec pour objectif d'adresser quelques mots à chacun des quatre mille Français déployés sur le théâtre afghan. « Un défi réalisable » selon les animateurs du site Internet, qui annonçaient avoir reçu 1 200 messages au soir du mardi 13 décembre. Les maires sont tout particulièrement appelés à se mobiliser : « cela serait perçu comme un vibrant témoignage du lien armée-nation », selon Thatrum Belli, dont les animateurs ont veillé à rappelé que « soutenir les troupes françaises ne signifie pas forcément soutenir le choix politique de leur déploiement ». De leur point de vue, « il s'agit d'un geste [...] fraternel en dehors de toute considération politique ». La plupart des messages seront recueillis via un formulaire en ligne accessibles depuis le site www.theatrumbelli.com; ils seront imprimés puis envoyés par colis sur le terrain pour Noël. Les messages audio au format mp3 sont les bienvenus également, ainsi que les lettres, dessins d'enfant, cartes postales qui peuvent être envoyés à l'adresse suivante : Theatrum Belli, Aux bons soins de Pascal Dupont, 23 rue de Bellevue, 88110

Courrier des lecteurs

NOUS AVONS REÇU d'un lecteur le mot suivant : « Les "dix axes de salut national" n'ont aucune chance d'être adoptés par le pays légal, car celui-ci est aux ordres de la démocratie, démocratie par nature antinationale comme nos maîtres l'ont démontré. La Constitution ? Depuis 1958 elle a été modifiée x fois et ne présente donc aucune garantie pour les nationaux ; [par ailleurs], faire appel à elle constitue une acceptation de fait de la République. Pour

l'AF, la campagne électorale devrait être avant tout l'occasion d'attaquer les causes de notre déclin. Démocratie bien sûr, mais aussi droits de l'homme, centralisation, régime des partis, etc. Nous devons dire aussi tout le bien possible des candidats qui veulent nous débarrasser de l'euro, c'est la moindre des choses, mais sans illusion de notre part car ils sont républicains. »

.....

Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser que nos dix axes ne constituent pas une acceptation de fait de la République. Ils indiquent les pistes qui, à nos yeux, doivent être empruntées

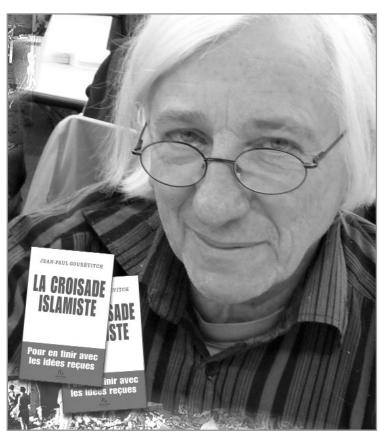
prioritairement pour redresser la nation, qui est aujourd'hui en grand danger, comme nous le titrions dans le précédent numéro. Certes, les élections présidentielle et législatives sont des moments privilégiés pour dénoncer « les causes de notre déclin » et nous ne nous en privons pas - nous le ferons jusqu'aux échéances. Mais il nous faut aussi conserver l'héritage en attendant l'héritier et donc influer, autant que nous le pouvons, sur les choix futurs de ceux qui nous dirigeront, fût-ce dans le cadre républicain. Telle est l'ambition de ces dix priorités, comme vous le dites, « sans illusion de notre part ». ■ F.M.

Raon l'Étape. □ **G.D.**

☐ JEAN-PAUL GOURÉVITCH

Un islamisme pluriel

Dans son dernier livre, Jean-Paul Gourévitch propose un état des lieux de l'islamisme en France, en Europe et dans le monde, analysant par ailleurs la résistance qui lui est opposée. Il a bien voulu répondre à nos questions.



□ L'Action Française 2000 -La Croisade islamiste pourrait paraître un titre contradictoire, quand on sait combien les islamistes vouent aux gémonies les Occidentaux assimilés à des "croisés"...

□ Jean-Paul Gourévitch - C'est exact et c'est la raison du choix du titre. Les islamistes traitent régulièrement leurs adversaires de "croisés" alors que ce sont eux qui, aujourd'hui, se sont lancés dans une croisade pour faire triompher leurs idées sur toute la planète. Ceci dit, le mot de "croisade" ayant historiquement un sens guerrier, il faut distinguer dans l'islamisme deux formes de croisade, l'une qui est "soft" et qui vise à conquérir les esprits et les cœurs, l'autre qui est "hard" et qui utilise la violence et le terrorisme pour assurer son succès.

□ Vous avez tenu à sous-titrer l'ouvrage « pour en finir avec les idées reçues ». Pourquoi ? Par crainte d'être accusé d'islamophobie ou... d'islamophilie? ☐ Le titre de l'ouvrage peut faire l'objet d'interpretations diverses, comme vous l'avez vous-même indiqué. Mais, sur ce sujet, l'opinion publique est perpétuellement confrontée à la désinformation des *media* qui parfois ne vont pas chercher l'information à la source, mais répètent comme des perroquets ce que leurs confrères qui n'ont pas plus vérifié leurs assertions ont déclaré. Il fallait essayer d'être clair sur le nombre de musulmans en France, en Europe et dans le monde, le nombre de pratiquants parmi ces musulmans, le nombre d'islamistes parmi ces pratiquants, les diverses formes de l'islamisme, l'évolution statistique de ces trois cercles concentriques,

les ressources financières de l'islamisme, leurs combats prioritaires et leurs stratégies, sujets sur lesquels on entend tout et son contraire. Bien entendu, je n'échapperai pas aux accusations diverses de personnes qui n'ont pas lu le livre et reprochent déjà de "stigmatiser les musulmans", comme si tous les musulmans étaient islamistes. Mais je ne me situe pas comme islamophobe ou islamophile. J'ai constitué un dossier documenté pour permettre à chacun de construire son opinion en connaissance de cause, et à ceux qui veulent combattre l'islamisme de le comprendre pour ne pas se tromper de cible.

□ Quelle définition donneriezvous de l'islamisme? Vous cherchez à le distinguer de l'islam (comme religion et comme culture) tout en reconnaissant que l'un et l'autre sont pluriels... Estil toujours à vos yeux la « maladie infantile de l'islam »? □ Il v a plusieurs définitions et j'explique justement la différence entre wahhabites, salafistes, fondamentalistes, Freres musulmans, etc. Mais il y a trois points communs aux différentes formes d'islamisme: la confusion volontaire du religieux avec le politique, la volonté de faire triompher leur cause partout dans le monde, l'application de la charia dans les pays où ils tiennent le pouvoir. J'avais effectivement écrit il y a dix ans, en démarquant une citation célèbre que l'islamisme était « la maladie infantile de l'islam ». Je maintiens sur le fond cette opinion. Mais je constate que ce sont les malades qu'on entend et qu'on voit le plus et que la majorité des bien-portants peine à faire entendre sa voix.

□ Distinguant les stratégies de l'islamisme, vous notez que « quand la population musulmane dépasse un étiage de 10 à 15 % sur son territoire, et qu'elle est majoritaire dans certaines villes ou régions, [...] il ne s'agit plus de faire reconnaître son existence mais d'affirmer sa représentativité, voire sa prééminence » ; n'estce pas précisément le cas de la France, ce qui donnerait raison à ceux qui craignent, à terme, une islamisation de la société française, ou du moins, la perspective de graves dissensions? Vous notez aussi que « le problème de l'islam conjugué à celui de l'immigration peut constituer un facteur de déstabilisation »...

□ L'islamisation progressive de la société française n'est qu'un des scénarios possibles et ne peut se produire qu'à long terme puisque l'islam n'est pas aujourd'hui la religion majoritaire, même s'il n'est pas exclu qu'elle le devienne à la fin du XXI^e siècle si les courbes inversées du christianisme et de l'islam poursuivaient leur trajectoire. L'augmentation du nombre de musulmans est due à trois phénomènes : la présence d'une immigration qui vient très majoritairement de régions musulmanes, l'expatriation de Français qui sont dans leur quasi-totalité non musulmans, le différentiel de fécondité entre la population d'origine étrangère et la population autochtone.

Parmi les divers scénarios du fu-

tur qui sont développés dans l'ouvrage, je me garde bien de choisir, mais l'un des plus vraisemblables est celui de la frontière. À savoir la coexistence, dans un même pays, de zones de plus en plus musulmanes, où la précarité, la rage et le désir de vaincre pousseront à la radicalisation, et de zones qui le seront de moins en moins, où se regrouperont justement ceux qui souhaitent échapper à cette forme de pression et de contrôle social. Bref, le contraire du métissage. Cette logique de territoire a des effets sur le plan national où des enjeux comme la politique migratoire, la politique d'éducation, la lutte contre la fraude sociale ou fiscale et contre l'islamo-business, la gestion de l'économie informelle, peuvent conduire à scinder la communauté nationale et à réveiller des ferments de haine, quelles que soient les bonnes volontés qui, de part et d'autre, appellent à la raison. ■

> Propos recueillis par François Marcilhac

✓ Jean-Paul Gourévitch, *La Croisade islamiste - Pour en finir avec les idées reçues*, éditions Pascal Galodé, 276 pages, 21,90 euros.

Au fil de la presse

Où la désinformation court toujours et où il est plus que nécessaire d'allumer des contre-feux intellectuels et culturels pour endiguer les torrents de boue médiatique.

□ Qui a dit que l'UMP, Sarkozy et son gouvernement étaient de droite? Pas nous qui pensons, à l'instar de Philippe Némo, que « la France est aveuglée par le socialisme ». Les 4 Vérités (6 décembre) rapportant la décision « de bon sens » du ministre Guéant de « faire passer le nombre d'immigrés légaux de quelque 200 000 par an à 180 000 », ajoute : « Mais ses paroles sonnent comme un constat d'échec. Voici dix ans que l'UMP est au pouvoir. Comment se fait-il que nous en soyons là? [...] La réponse est très simple : l'UMP a collaboré avec la gauche pour interdire tout débat. »

□ On en apprend de belles sur Eva Joly, par la voix du Quotidien de la Réunion et de l'océan Indien. Depuis sa mise en disponibilité de la justice française, elle a été « pendant quatre ans, conseillère personnelle du président de Madagascar Marc Ravalomanana pour l'État de droit, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption ». Et le quotidien de préciser que sous le magistère moral de « cette magistrate que l'on dit juste, équitable, intègre et intraitable sur l'indépendance de la justice, une dizaine de paysans malgaches ont été condamnés à mort (peine suprême mais symbolique car jamais exécutée), pour s'être opposés au vol de leurs terres par le glouton tyranneau Marc Ravalomanana qu'elle conseillait ». Après avoir rappelé la connivence religieuse du satrape malgache et de la candidate à l'élection présidentielle, tous deux calvinistes au sein de l'église protestante réformée, le quotidien termine son portrait acide par cette géniale métaphore : « Elle n'ignore sans doute pas que l'omelette norvégienne est aussi le dessert le plus trompeur qui soit : doux et tiède à l'extérieur, froid et glacé à l'in-

□ Le Salon beige (5 décembre) pointe, à propos de l'occupation d'une centrale nucléaire par les activistes de Greenpeace, un traitement différencié de l'information : « Imaginez, si des catholiques venaient occuper - pacifiquement mais spectaculairement - un théâtre (par exemple...), les termes employés par nos journalistes: "intégristes", "fondamentalistes", "commandos", etc. fleuriraient abondamment. D'ailleurs, ce champ lexical a été utilisé pour des actions bien moins spectaculaires, comme une manifestation de prière devant un théâtre... Et maintenant, lisez l'article du Figaro (5 décembre) consacré à l'occupation d'une centrale nucléaire par Greenpeace. Les termes "extrémiste", "violent", "ultra" sont absents. Et le terme commando est entre guillemets. »

□ Sur cette même lancée sé-

mantique dépréciative, le mensuel souverainiste Bastille-République-Nation (20 octobre) relève l'inquiétude de François Fillon devant « les nostalgiques du protectionnisme, les partisans d'une Europe divisée, les militants d'une sortie de l'euro ». On sait que chez nos démocrasseux patentés, l'anathème tient lieu d'argumentaire lorsque, précisément, celui-ci fait défaut sur le fond. C'est d'ailleurs leur façon d'excommunier tous les apostats qui ne se rallieraient pas à leur dogme. Le même organe remarque ainsi, que « les plaidoyers en faveur d'un salut qui ne pourrait venir que de "toujours plus d'Europe" ne relève en rien de l'argumentation, mais bien de l'acte de foi ». Revenant sur la crise grecque. nos confrères suisses de La Nation-Journal vaudois (18 novembre) poursuivent dans la même veine en estimant que « les politiciens, technocrates et bureaucrates de l'Union sont d'abord des marionnettes d'une idéologie qui poursuit aveuglément sa route. Conquérante, jusqu'auboutiste, belliciste, s'il le faut, elle marche sur la fierté des peuples et la souveraineté des États à coups d'ukases et d'ultimatums. Elle marcherait tout aussi bien sur la paix. » Devant une tel entêtement criminel, nous reprendrons cette exhortation de Maurras : « Armons ! Armons! ». À tout le moins, pour commencer, doctrinalement parlant.

□ Si les manifestations de chrétiens contre les représentations théâtrales subventionnées de pièces clairement anti-Christ leur ont assuré une publicité inespérée, force est de constater que ces dernières sont l'acmé d'une haine de soi excrémentielle, ainsi que le souligne Valeurs actuelles (8 decembre) : « En Occident du moins, la christophobie n'est qu'une autophobie, une haine de soi, de ses propres racines, de l'identité qui nous a tous constitués. Aucune protestation contre les dérisions antichrétiennes ne peut être utile si elle nous éloigne de l'idée que le christianisme n'est pas le trésor des seuls chrétiens, mais bien notre héritage commun. » La reconquête politique de notre pays passe d'abord par une reconquête culturelle.

Aristide Leucate

☐ LA RUSSIE À L'OMC

Dans le grand bain capitaliste

La Fédération de Russie est enfin admise parmi les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). De cette adhésion, elle peut escompter quelque bénéfices, mais aucun miracle.



Le port de Saint-Pétersbourg en mars 2010

Pour son entrée de plain-pied dans le monde de l'économie globalisée, la Russie de Medvedev et Poutine aurait pu espérer contexte plus gratifiant. L'événement étant précédé d'élections législatives peu convaincantes et des prémices d'une chienlit démocratique, le pouvoir russe se voit contraint à la modestie. Même si le résultat est là, deux décennies après la disparition de l'URSS et l'éviction de Gorbatchev par Eltsine.

Une libéralisation progressive

Il aura fallu dix-huit ans de négociations et surmonter pas mal d'obstacles imprévus avant que l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) soit formellement entérinée en cette fin de semaine à Genève, lors de la conférence ministérielle des cent cinquantetrois pays membres. Après l'Ukraine, pays membre qui avait use de son droit de veto pour bloquer la candidature russe, c'est la Géorgie qui constituait le principal obstacle. Finalement, grâce à une médiation helvétique, la Russie et la Géorgie sont parvenues à conclure un accord un brin alambiqué, aux termes duquel une entreprise privée surveillera les échanges commerciaux entre les deux pays, à travers les territoires disputés d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud.

Dernier pays du G20 à ne pas faire partie de l'OMC, la Russie y accédera officiellement au début de l'an prochain, après ratification des documents par la Douma nouvellement élue. Mais, ayant subi les vexations des grincheux, les Russes n'oublient pas leurs amis: le 19 décembre sera signé un mémorandum selon lequel Moscou s'engagera à soutenir la candidature de la Biélorussie à l'OMC - une telle adhésion paraissant pour l'heure assez problématique.

Attentes occidentales

L'Union européenne et les États-Unis, qui avaient approuvé l'adhésion de la Russie dès 2004 et 2006, en attendent une libéralisation progressive de ses marchés. Dans les prochaines années, les tarifs douaniers à l'importation diminueront de 1 à 5 % selon les produits; plusieurs quotas imposés aujourd'hui sur les produits étrangers devront être abandonnés; les subventions agricoles seront progressivement réduites. Cependant, la Russie a obtenu des conditions favorables afin de permettre une adaptation pas trop chaotique de son marché intérieur. Ainsi, nombre de mesures protectionnistes existantes devraient rester en vigueur pendant plusieurs années. Une période de transition qui sera bien nécessaire pour les branches les moins concurrentielles, par exemple l'automobile, l'informatique ou l'agriculture - encore qu'à terme on prévoit une forte augmentation des exportations de céréales. En revanche, d'autres secteurs semblent en mesure de rapidement tirer profit de l'adhésion à l'OMC. Ce devrait être le cas des transports, notamment aériens, et de l'énergie. On sait l'importance de ce dernier secteur dans l'économie russe; aussi les prix de vente du gaz domestique resteront-ils réglementés, à cette nuance près qu'il est prévu de les maintenir au-dessus du seuil de rentabilité, une concession symbolique à l'économie de marché. Au total ont été signés trente accords concernant l'accès au marché pour les services et cinquante-sept accords permettant l'accès au marché pour les marchandises.

Si tout se passe comme prévu, l'appartenance de la Russie à l'OMC devrait non seulement stimuler le développement économique du pays, mais progressivement conduire à une diminution de la prime de risque pour les investisseurs. En tout cas, les facilités accordées à la circulation des capitaux constituent un des enjeux majeurs de ce futur russe. Premières intéressées, les banques étrangères pourront ouvrir librement des filiales en Russie, à la condition - quand même! - que leurs capitaux n'excèdent pas 50 % du marché intérieur.

Gare à l'anarchie!

L'entrée de la Russie dans le grand bain du capitalisme comportera à moyen et long termes des avantages indéniables pour elle ; encore qu'il ne faille pas en attendre des miracles. L'Organisation mondiale du commerce, c'est un peu l'arbre à palabres, comme l'atteste l'enlisement du cycle de Doha. Mais, en tout état de cause, les bienfaits espérés par les dirigeants russes deviendraient illusoires si d'aventure le pays cédait à la tentation anarchique, toujours prégnante, comme son contraire, le goût immodéré de l'ordre. ■

Guy C. Menusier

BELGIQUE

Gouvernement papillon

La Belgique s'est enfin dotée d'un gouvernement, avec, à sa tête, un francophone.

ELIO DI RUPO, "nœud pap", satisfait, a présenté son équipe: treize ministres, six secrétaires d'État. C'est le "gouvernement papillon", ou celui de la Saint-Nicolas, mis sur pied en Belgique au 541° jour de la crise politique. Il comprend dix flamands et neuf francophones.

De rares précédents

Le Premier ministre, Elio Di Rupo, est lui-même francophone. Cela n'était plus arrivé depuis 1978, où le Bruxellois Paul Vanden Boeynants, au savoureux accent Beulemans, avait occupé le 16 rue de la Loi durant... soixante et un jours. En fait, le dernier gouvernement véritable par sa durée présidé par un francophone fut celui d'Edmond Leburton, "le grand chef blanc", comme on appelait ce socialiste wallon très attaché à la Belgique. Il demeura à la tête d'une coalition tripartite (catholiques, socialistes et libéraux) durant trois cent cinquante-huit jours, de janvier 1973 à janvier 1974. Lorsqu'on établit les comptes "communautaires", on constate qu'en soixante ans, les francophones n'ont occupé la charge de Premier ministre que durant cing ans.

La liste est courte: trois sociaux-chrétiens, un socialiste.
Joseph Pholien et son binocle de notaire de province descendu d'une gravure du XIX^e siècle, Pierre Harmel et son allure austère de moine bouddhiste vu par Hergé dans *Tintin au Tibet*, Paul Vanden Boeynants, efficace, pragmatique, au point de confondre la politique et les affaires, Edmond Leburton enfin, symbole d'un socialisme gestionnaire.



Voici Elio Di Rupo et son nœud

papillon qui donne son nom au gouvernement. L'état de grâce ne se prolongera pas, à supposer qu'il existe. Conscient de son insuffisance linguistique, le Premier ministre s'est présenté en écolier devant la Chambre : « Je vous fais la promesse d'améliorer mon néerlandais. » Il a dit son intention de « travailler dur » et d'aller « à la rencontre des flamands pour mieux les connaître et les comprendre ». C'est essentiel. Mais cela ne suffit pas. L'équipe gouvernementale est composite. Elle allie les contraires. Entre libéraux flamands et socialistes, qu'ils soient flamands ou wallons, les visions économiques diffèrent largement. Di Rupo devra louvoyer. L'agitation sociale menace. À peine installé, le gouvernement s'y trouve confronté. À Liège, plus de 40 000 travailleurs réunissant l'ensemble des organisations syndicales ont défilé dans le centre de la ville. Les transports étaient à l'arrêt, les administrations publiques fermées, les cours suspendus dans l'enseignement public. Tous exigent la « nationalisation » de la sidérurgie liégeoisee, après la fermeture de ses deux hauts-fourreaux par Arcelor-Mittal. « S'il n'y a plus de sidérurgie, Liège, c'est la mort. » Toute l'Europe se voit en proie à une crise sociale. Mais en Belgique, celle-ci frappe un pays fragilisé, en quête de son identité. C'est ce qui fait sa gravité. 🗆

Charles-Henri Brignac

SUISSE

Des luttes picrocholines

Alors que la Suisse renouvelait son Conseil fédéral, l'UDC espérait reconquérir un deuxième siège...

PLUS de sept semaines après les élections législatives, les deux chambres du Parlement suisse devaient élire ou réélire ce mercredi 14 décembre les sept conseillers fédéraux formant le gouvernement central. En principe pour la durée de la législature, soit quatre ans. Depuis 2007, année de l'éviction de Christoph Blocher (UDC), le Conseil fédéral est composé de deux socialistes, deux libérauxradicaux (PLR), un démocratechrétien (PDC), un UDC et une dissidente de ce dernier parti,

Eveline Widmer-Schlumpf, soutenue par une nouvelle formation, le Parti bourgeois démocratique. Quoique ayant régressé lors des élections du 23 octobre dernier, l'UDC reste le premier parti de Suisse, largement devant le PS. Il entendait donc reconquérir un deuxième siège au gouvernement. Aux dépens de quel parti ? L'UDC visait en priorité le siège occupé par Eveline Widmer-Schlumpf, la "félonne", ou, à défaut, un des deux postes détenus par les libéraux-radicaux. Bien que la socialiste Micheline Calmy-Rey, en charge des Affaires étrangères depuis dix ans, ait décidé de quitter le Conseil fédéral, le PS semblait assuré de conserver ses deux sièges. Les délais de bouclage du journal nous privent du résultat de ces luttes picrocholines qui ont agité durant des semaines le microcosme fédéral. Des paris ayant été pris quant à la pertinence de la stratégie UDC. 🗆 G.C.M.

□ ISLAMISME

Le danger plane sur l'Égypte

Bien que le processus électoral ne soit pas encore achevé, l'Égypte semble confirmer son virage vers l'islamisme. Quoique réputé modéré, celui-ci pourrait nuire à la stabilité régionale.



Les Frères musulmans, déjà bien implantés, vont dominer l'assemblée

es incertitudes que nous laissions planer sur l'issue des élections législatives en Égypte étaient trop optimistes. Certes, pour les résultats finaux, il faudra attendre encore quelques semaines, puisque le scrutin se déroule en trois étapes et qu'à chaque étape, il y a des élus à la proportionnelle et d'autres à titre individuel. Mais cela risque de changer peu de choses.

Influence salafiste

Les Frères musulmans, déjà bien implantés dans le pays et disposant de 20 % des sièges dans le parlement élu sous le président Moubarak, ont remporté 36 % des voix et vont dominer l'assemblée. Leur organisation, le soutien ouvert des États-Unis, le généreux financement en provenance du Qatar expliquent cette montée. Mais, plus dangereux, les salafistes d'El Naour (Parti de la Lumière), financés par l'Arabie séoudite, partisans de l'application immédiate et brutale de la charia, de l'instauration d'un califat ou d'un émirat islamique, de l'élimination des femmes (à qui on devrait imposer le niqab) de la vie politique et sociale et de la dhimmitude des chrétiens (10 à 12 % de la population) obtiennent 24 % des suffrages et pourraient dicter leurs lois, puisque les "Frères" ont besoin d'eux pour rédiger la future constitution et compléter la majorité.

Quel que soit l'issue finale, l'Égypte, pays "leader" du monde arabe, puissance régionale, jusqu'il y a peu facteur de paix et d'équilibre dans la région, sera islamiste. Précisons un peu plus si nécessaire: l'islamisme, dont les Frères musulmans sont les véritables inventeurs, n'est qu'une lecture politique, totalitaire, antiféministe, antisémite et anti-oc-

cidentale de l'islam, avec lequel il ne faudrait pas nécessairement le confondre. On nous parle, parfois, de l'"islamisme modéré". Personne, jusqu'à présent, n'en a donné une définition claire. Sa comparaison, avancée par certains, avec la démocratie chrétienne est abusive et surtout signe d'ignorance ou de mauvaise foi. Sauf erreur de notre part, et quel que soit le jugement politique que l'on puisse porter sur la démocratie chrétienne, ses adeptes n'ont jamais prétendu régler la vie privée, voire intime, des gens, ni imposer des normes pour la vie politique, sociale, morale, culturelle. Encore moins réduire la moitié de la population, les femmes, à l'état de semi-esclavage, et les non-chrétiens dans une zone de droits limités...

Interpeller l'opinion

Le cauchemar qui commence à suivre le "Printemps arabe", ou, comme l'a écrit ici même notre ami Perceval, fin connaisseur du monde arabo-musulman, « le printemps arabe de la CIA », laisse sans voix les "grands" intellectuels, les hommes politiques, les experts auto-proclamés de l'islam arabe qui en chantaient les louanges. Et ils ne feront même pas acte de repentance! On les connaît trop.

Rien n'est certes définitif. Tout évolue et change. Mais à court terme, la transformation de certains pays du Nord de l'Afrique en États islamistes est une hypothèse à ne pas écarter. Comment y faire face, alors que le danger sera contagieux? D'abord, en informant convenablement, objectivement et honnêtement l'opinion sur la réalité de la situation dans les pays touchés par la "révolution démocratique" du "Printemps arabe". Ce que la grande presse ne fait

pas, ou fait si peu. On nous a caché le véritable taux de participation aux élections tunisiennes, on nous a caché l'offensive des salafistes contre les femmes, contre la liberté de l'enseignement et de l'expression culturelle dans ce pays. On nous cache les massacres ignobles en cours en Libye, les exactions des milliers de miliciens armés, et l'absence du pouvoir dans ce pays "libéré".

Il faudrait, ensuite, soutenir, à commencer dans les médias, et par tous les moyens, les courants nationaux, laïcs et respectueux des droits humains fondamentaux, notamment ceux des femmes, dans ces pays.

Le cas des monarchies du golfe Persique

Enfin - nos gouvernants oserontils ? -, il faudrait impérativement demander aux pétro-monarchies du golfe Persique de ne plus soutenir et financer les islamistes radicaux, tant dans les pays de l'Afrique du Nord que chez nous. Ce faisant, ces émirs ou rois croient acheter la paix sociale chez eux. Ils se trompent lourdement. Si surtout l'Égypte se tourne vers l'islamisme, comme il est hélas à craindre, ce n'est pas seulement la paix en Israël qui sera mise en cause, mais l'existence même de ces pétro-monarchies que les extrémistes jugent, à tort ou à raison, comme corrompues, voire impies. Certes, nous avons besoin du pétrole et des dollars de ces pétro-monarchies. Mais, elles ont besoin de notre technologie, de notre protection politique et militaire sans laquelle elles n'existeraient pas.

Il serait probablement dérisoire d'espérer que l'actuelle administration américaine révisera sa politique de soutien à l'"islamisme modéré" - « l'islamisme light n'existe pas », a eu le courage de dire une de nos secrétaires d'État - avant d'être rappelée à l'ordre par ses supérieurs. Mais l'année 2012, toute proche, n'est pas seulement celle des élections en France et en Allemagne, mais aussi aux États-Unis, et les choses pourraient évoluer sur ce plan, même au sein du Parti démocrate.

au sein du Parti démocrate. L'évolution de l'Égypte est un signal d'alarme sérieux. L'administration américaine a déclaré qu'elle était en négociation permanente avec les Frères musulmans. Les forces armées égyptiennes ont encore une grande influence sur la situation. Mais si l'Égypte bascule, le monde arabe risquera de suivre et la fameuse théorie des dominos jouera. Nous pourrions assister ainsi à l'émergence d'un nouvel équilibre des forces autour de la Méditerranée, très défavorable à l'Occident. ■

Pascal Nari

CONGO

Un homme de trop

Kabila semble l'avoir emporté au Congo. Mais le scrutin apparaît entaché de nombreuses irrégularités.

KABILA ÉLU ? Kabila battu ? Élu,

si l'on en croit la commission électorale nationale indépendante (CENI). Avec une participation de 58,28 %, Joseph Kabila serait reconduit par 48,95 % des suffrages contre 32,33 % allant à son principal adversaire, Étienne Tshisekedi, 7,07 % à Vital Kamerhé, ancien président de la Chambre, et moins de 2 % pour quelques autres candidats. Étienne Tshisekedi wa Mulamba est un vétéran de la scène politique au Congo. Né en 1933 à Kananga, anciennement Luluabourg, il fut le premier docteur en droit du Congo sorti de Lovaniurum en 1961. Recteur de l'École nationale de droit et d'administration entre 1961 et 1965, il devient cette dernière année ministre de l'Intérieur et des Affaires coutumières de Mobutu. Il figura parmi les fondateurs du Mouvement populaire de la Révolution qui deviendra le parti unique. Les choses se gâteront en 1980. Tshisekedi aurait dû légalement succéder à la présidence de l'Assemblée nationale à la mort de Kalumé. Mobutu l'évince. Aussi passe-t-il dans l'opposition en participant à la création de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social). Retour de fortune en 1991. Il devient Premier ministre. Du 29 septembre... au 1er novembre. Le 15 août 1992 il le redevient jusqu'à ce Mobutu le démette le 5 février 1993. En 1997 Mobutu, malade n'exerce plus le pouvoir. Les troupes de Laurent-Désiré Kabila approchent. Tschisekedi est une nouvelle fois premier ministre. Du 2 ... au 9 avril 1997. Il refuse de participer au gouvernement du nouveau maître du pays. Il ne se ralliera pas davantage à son fils.

Depuis 1997, il est devenu le représentant le plus emblématique de l'opposition... et son patriarche.

Le dernier scrutin congolais se trouve contesté. Notamment par le Centre Carter, particulièrement fiable et qui, déjà, était présent en 2006 lors des premières élections démocratiques en RDC (République démocratique du Congo). Cette fois, le Centre relève des irrégularités flagrantes. À plusieurs endroits, le taux de participation atteignait 99 %... voire 100 % là où Kabila recueille... 100 % des suffrages! Ce qui n'exonère pas le camp Tshisekedi de tricheries. Mais là où, dans certains lieux, ce candidat recueille 97 % des voix, la participation n'est que de 51,47 %. Par exemple dans le Kasaï oriental à Mbuji-Mayi.

Le feu en Belgique

Un groupe de pasteurs s'est insurgé contre le rôle du président de la commission électorale, le pasteur Daniel Ngoy Mulunda, d'obédience méthodiste. « Vous avez déshonoré l'Évangile de Jésus-Christ et jeté l'opprobre sur le protestantisme. » Les passions, on le voit, sont vives. Elles trouvent un écho à Bruxelles, à Matonge, le quartier congolais porte Louise. Des manifestations vives et réprimées de manière musclée ont eu lieu ces dernières heures. Près de deux cents arrestations administratives ont été effectuées. Un cocktail Molotov a été lancé sur le commissariat à Ixelles. « On mettra le feu à la Belgique », at-on entendu crier. Ce sont des scènes peu fréquentes que les autorités cherchent à étouffer dans l'œuf. L'ambassadeur belge à Kinshasa s'en est ému et lance un appel au calme car il craint de voir la contagion se répandre à la vue des films envoyés à Kinshasa. Dans un tel contexte, avec deux présidents, l'un proclamé élu et l'autre se proclamant élu, c'est le pays qui risque de s'embraser. 🗆

Charles-Henri Brignac

PHOTOS

La Kapisa en 300 images

EN DÉBUT D'ANNÉE, le photographe Jean-Christophe Hanché s'est mele, cinquante jours durant, au quotidien des soldats du 7^e bataillon des chasseurs alpins (BCA) qui arpentaient alors la Kapisa, au Nord-Est de Kaboul. De retour d'Afghanistan, il a sélectionné trois cents clichés réunis dans un petit album. Les compositions cultivent le dynamisme dans la sobriété, et si le style se montre volontiers intimiste, il ne verse jamais dans l'impudeur. Sont évoqués la puissance du feu comme les stigmates de la guerre, mais aussi les moments de détente... Notre confrère nous convie à la rencontre de soldats qui nous apparaissent somme toute familiers:



tel est, peut-être, le caractère le plus saisissant de son témoignage, dont on regrettera surtout qu'il ne soit pas promis à une plus large diffusion.

G.D.

✓ Jean-Christophe Hanché, *Kapisa-Afghanistan*, 240 p., 300 images en couleur, format 15x21 à l'italienne, 25 euros ; livre édité par l'auteur, disponible dans quelques librairies de Reims ou par correspondance ; renseignements et commande : www.jeanchristophehanche.com ; 06 77 06 94 83.



REDRESSER LA FRANCE

En publiant dix axes de salut national ¹, l'Action française n'avait pas pour objectif de s'immiscer dans les campagnes électorales (présidentielle, législative) à venir, comme un parti politique.
Elle n'en est pas un. Mais,

désireuse de préserver l'héritage en attendant l'héritier, elle avait la volonté d'indiquer aux Français les voies à emprunter prioritairement pour redresser le pays, sachant que tout effort en ce sens sera compromis tant que la République, instable et livrée à un pays légal peu soucieux de l'intérêt national, présidera aux destinées du pays. Il convient maintenant de développer différents aspects de ces dix axes. Nous commençons de le faire dans ce numéro, avec la question de la diplomatie et celle de la défense. Nous continuerons les semaines à venir. Bonne lecture! Et faites passer le message ! □ F.M.

1 - http://www.actionfrancaise. net/craf/?POUR-REDRESSER-LA-FRANCE-LES

□ DIPLOMATIE & RÉPUBLIQUE

La quadrature du cercle

Renforcement du lien transatlantique et déploiement des soldats français dans le monde entier sont autant d'erreurs, voire de trahisons, auxquelles sont opposées les conceptions présentées ci-dessous.

ntre universalisme condescendant et repli sur soi, quelle politique étrangère pour la France ? Dans un article publié dans la revue Études (4/2005, tome 402, p. 449-459), le politologue Frédéric Charillon se demandait si, malgré les apparences, la France avait une politique africaine ou une politique balkanique. Il ajoutait : « Persistant dans sa divergence d'analyse avec les États-Unis sur la situation irakienne, elle est néanmoins aux côtés de l'Amérique à Haïti, en Afghanistan. Mais a-telle une idée précise de la relation qu'elle souhaite avec son grand allié? ».

Posture gaullienne

Poser ces questions revient à y répondre, par la négative en l'occurrence. Il est, en effet, regrettable, que la France ait, depuis François Mitterrand, abandonné sa posture classique qui caractérisait sa politique étrangère depuis le général De Gaulle. Celui-ci, soucieux d'assurer à notre pays sa place dans le concert des nations, s'était attaché à lui faire recouvrer son indépendance politique, énergétique et économique, notamment vis-à-vis du grand frère tutélaire américain. Or, la fâcheuse habitude a été prise, depuis près de vingt ans, d'aligner (voire d'inféoder) notre diplomatie sur celle des États-Unis. L'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée a, de toute évidence, accéléré ce processus qui accentue cette funeste dépendance et nous affaiblit du même coup. Ainsi, le retour de la France dans le giron de l'OTAN (précisément dans le groupe des plans de défense), s'il ne change pas grand-



Les bases OTAN en France avant le retrait du commandement intégré

chose à la nature de nos relations politico-militaires avec les États-Unis, n'en constitue pas moins une grave erreur géostratégique, tant pour la France que pour l'Union européenne.

Rapport au monde

C'est méconnaître la permanence expansionniste des États-Unis, comme nier les fortes spécificités historiques et politiques du Vieux Continent. Cette décision absurde est d'ailleurs révélatrice du paradoxe dans lequel notre diplomatie a été enfermée par une présence militaire supplétive extérieure tous azimuts, alors que le budget de la Défense n'a jamais autant connu de coupes sombres. Mais, bien au-delà, se

pose un problème de méthode dans l'appréhension de notre géopolitique. Coincée entre la morale (des droits de l'homme, prétendument universels) et l'idéologie (mondialiste, c'est-à-dire faisant fi de la réalité têtue des nations), notre diplomatie, (comme celle de l'Europe), ne sait plus distinguer "l'ennemi" (au sens neutre de l'hostis schmittien) dans la mesure où, déboussolée, elle n'est plus arrimée à l'intérêt supérieur de la nation.

Ainsi, alors que nos relations avec nos anciennes colonies africaines ont souffert du paradigme de la culpabilisation de l'homme blanc, il en est résulté une politique de gribouille dans la gestion du conflit (ethnique) ivoirien. De même que le prétexte de la lutte

contre le terrorisme djihadiste est inopérant pour justifier notre présence dans le bourbier afghan, sauf indirectement, par un opportun jeu d'alliance avec la Russie que la France décline nonobstant, préférant jouer les idiots utiles de Washington. Ne parlons même pas du soutien aussi soudain que désastreux de la France au "Printemps arabe" libyen, le Quai d'Orsay n'ayant manifestement pas pris la juste mesure du caractère politico-tribal du conflit qui secoue ce faux État-nation. Que penser encore des valses hésitations diplomatiques de la France devant l'entrée de la Turquie dans ce grand aérogare qu'est l'Union européenne? Et notre servitude volontaire à l'égard de Germania qui, grâce à la crise de la zone euro, tient sa revanche multiséculaire de reviviscence du lointain Saint-Empire, sous la forme mythique revisitée mais persistante de la "Mitteleuropa" sous domination allemande?

Le poids des institutions

« L'espace n'est pas seulement le véhicule de la puissance. Il est la puissance », disait l'un des pères de la science géopolitique outre-Rhin, Karl Haushofer. Nous sommes bien loin du compromis de Luxembourg de 1966 à l'occasion duquel De Gaulle avait imposé sa conception de la construction européenne (l'Europe des patries) face au modèle de fédération supranationale déjà défendu, à l'époque, par la RFA. C'est dire qu'est encore, hélas, d'actualité, le constat opéré par Charles Maurras dans son fameux Kiel et Tanger (1921, lequel poursuivait le jugement du républicain bon teint que fut Anatole France), selon lequel la France n'a pas de politique étrangère parce que la République ne peut en avoir une, car, précisément, celle-ci « doit avoir la couleur du parti politique vainqueur, et cela en vertu du régime et de l'esprit républicain [tandis qu'elle a] dans l'Angleterre monarchique, les seules couleurs du pays » (p. 115). De ce point de vue, la République est congénitalement condamnée à faire prévaloir « les conditions vitales des partis sur les conditions vitales de la patrie » (p.204). ■

Aristide Leucate aleucate@yahoo.fr

Entre expérience

et équilibre

Recommandations à l'intention du futur président.



time. Loin de s'appesantir sur cette singularité, il importe d'en prendre acte, a minima, afin de comprendre combien il est impérieux qu'elle la conserve, envers et contre tout. Point de dogmatisme dans l'approche des relations extérieures de la France, mais plutôt de la méthode, notamment celle de l'empirisme organisateur inspirée de Sainte-Beuve, acclimatée par Maurras et Bainville.

L'intérêt de l'État

L'approche de l'Action française en ce domaine est bien la seule qui ait fait ses preuves par le passé, puisqu'elle est entièrement fondée sur le réalisme politique qui réussit si bien aux Capétiens. Formalisée par Richelieu dans son Testament politique, cette méthode consiste à évaluer toute politique, a fortiori extérieure, à l'aune du seul intérêt de l'État : « les intérêts publics doivent être l'unique fin du prince et de ses conseillers », proclamait le cardinal, sans non plus que ceux-ci fussent distraits par une opinion publique forcément sujette aux variations de ses émotions comme de ses humeurs. En outre, toute diplomatie, sauf à être incohérente ou illi-

sible, requiert une relative stabilité d'ensemble et non soumise aux tourbillons des volte-face circonstancielles dictées par les échéances électorales ou un changement de gouvernement

Dès lors, parce qu'il ne faut pas compter sur une restauration monarchique prochaine, autorisons-nous à suggérer au futur président élu de ramener la France à cet équilibre cité plus haut en « refondant sa politique étrangère sur une logique à la fois multipolaire (équilibre entre les États-Unis, la Russie et la Chine) et de civilisation (axe Paris-Berlin-Moscou dans une Europe des nations) » (A. Chauprade, Valeurs actuelles, 10-16 mars 2011). Cela suppose de respecter la souveraineté des États (et donc d'en terminer avec le "droit d'ingérence"), tout en ne surévaluant pas les prétentions hégémoniques de certaines puissances.

La politique étrangère ne doit pas méconnaître les causalités parce que « le passé pèse sur nous de tout son poids et nous n'échapperons pas aux conséquences de l'histoire » (Bainville). Elle doit donc être détachée des contingences de l'instantanéité démocratique et sondagière. ■ A.L.

» VERBATIM

Le mondialisme selon Charles Maurras: « Un monde ainsi formé (plusieurs empires, avec un certain nombre de nationalités, petites ou moyennes, dans les entredeux) ne sera pas des plus tranquilles. Les faibles y seront trop faibles, les puissants trop puissants et la paix des uns et des autres ne reposera guère que sur la terreur qu'auront su s'inspirer réciproquement les colosses. Société d'épouvantement mutuel, compagnie d'intimidation alternante, cannibalisme organisé! » (Kiel et Tanger, pp.155-156)

□ INDUSTRIE

L'Armée s'équipe à l'étranger

Tandis que les questions industrielles figurent au cœur des préoccupations stratégiques, deux exemples illustrent l'inclination de la France à recourir à des importations.



La Famas Felin, ultime évolution du fusil d'assaut français

in octobre, le général Ract-Madoux, chef d'état-major de l'armée de terre, a annoncé le lancement du chantier de remplacement du Famas, le fusil d'assaut des soldats français. Malheureusement, ce n'est pas une entreprise française qui le produira, car il est question d'acheter son successeur sur étagères à un fabricant allemand, suisse ou belge! D'ailleurs c'est un HK 416 allemand qui équipe déjà le GIGN et les forces spéciales... De plus, il est question de remplacer 60 000 fusils, alors que l'armée française compte dans son ensemble 240 000 hommes! Cela signifie-t-il que, demain, comme hier l'Armée rouge à Stalingrad, un soldat portera le fusil tandis qu'un autre portera les munitions?

Les munitions, justement! Depuis maintenant plusieurs années, l'armée française s'approvisionne notamment aux Émirats Arabes Unis. Elle achète des munitions dites F5 adaptées à des armes dont le canon est plus long que celui du Famas, de conception différente. La conséquence, c'est que la balle est totalement instable à la sortie de la bouche de canon, rendant le tir imprécis à 100 mètres, alors que le Famas avait été conçu pour tirer à 300 mètres et que bien réglé, il permet d'être précis à près de 400... Ainsi, s'approvisionner chez un armurier étranger, avec une munition non prévue pour notre arme de dotation, permet... de diviser par quatre sa portée ! On peut donc se demander s'il est bien utile aux militaires français de

s'entraîner avec les nouvelles méthodes d'instruction sur le tir de combat qui améliorent largement leur performance dans le maniement de leur arme et dans leur façon de gérer le tir...

Des blindés venus de Suède

La liste, malheureusement, ne s'arrête pas là. L'armée française prend actuellement livraison de nouveaux véhicules de haute mobilité destinés à appuyer un groupe de fantassins. Ces véhicules sont fabriqués par la société suédoise Hägglunds AB. C'est tout de même Panhard qui est chargé de mettre en place l'équipement spécifique de l'armée française (armement, radio, système d'information...). Seulement, ce que Panhard installera sur le véhicule sera-t-il bien adapté? En effet, les Suédois n'utilisent pas le même référentiel que les Français... L'histoire industrielle est remplie de ce genre de "petits" détails qui coûtent des millions, voire, des vies humaines!

Hier, les communistes poussaient à la fermeture des usines d'armement avant de protester contre leur disparition. Aujourd'hui, pour des questions de coût, les libéraux jouent la même partition au nom du sacro-saint principe de la libre concurrence dans l'Europe. Nos politiques leur sont totalement soumis et se contentent de bomber le torse pour mieux abdiquer quand une usine ferme en France, pleurant sur les effets dont ils chérissent les causes! Fournir à nos soldats des équipements fabriqués par nos industriels en France est une clef du renouveau économique et la garantie de conserver notre sa-

A. d'Andres

DÉFENSE

Puissance navale

ALORS que la majorité des nations qui ont un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU n'hésitent pas sur la conduite à tenir en matière de stratégie navale, la France s'interroge encore en la matière, se bornant à égaler... la Thaïlande. Les États-Unis possèdent onze porte-avions et en ont un en construction. Les Russes, qui n'en ont plus qu'un, en projettent cinq ou six. Quant aux Chinois, s'ils n'en possèdent qu'un seul, qui n'est pas opérationnel, ils en ont, eux aussi, plusieurs en projet. La France n'est pas un pays exclusivement continental... Si l'on s'en tient à la métropole, plus de la moitié de ses frontières sont maritimes. En intégrant les DOM-TOM, elle possède le deuxième plus grand domaine maritime au monde -10 millions de km² - derrière les États-Unis. Comme notre pays fait le lien entre le monde méditerranéen et le monde anglo-saxon et qu'il est le finistère occidental du continent eurasiatique et la deuxième façade maritime au monde en termes d'échanges économiques, sa stratégie doit intégrer à la fois la composante terrestre et la composante maritime (voir P.-M. Couteaux, L'Europe vers la guerre).

Stratégie maritime

C'est au XIXe siècle que s'est forgée la stratégie maritime. La référence en ce domaine est l'américain Alfred Mahan, pour lequel le sort de la guerre se jouait dans le cadre d'une bataille navale décisive : aussi convenait-il, à ses yeux, de construire des flottes composées exclusivement de gros navires. À l'opposé s'est constituée la stratégie de la guerre de course (les corsaires), en particulier dans la relation du



faible au fort. Cette stratégie s'appuyait sur le fait que peu de batailles navales avaient une réelle portée décisive sur les guerres continentales. Dans la première moitié du XXe siècle, l'amiral français Castex, s'appuyant sur une analyse réaliste de l'histoire, a intégré la stratégie navale dans la stratégie globale et démontré que la guerre maritime devait intégrer plusieurs composantes - puissance de feu (porte-avions, destroyers), guerre de course (sous-marins, torpilleurs) et flotte en vie (c'est-à-dire restant au port comme une menace) -, articulées autour de trois axes : blocus, réseau insulaire et dispositif océanique (Voir H. Coutau-Bégarie, La Puissance maritime, Castex et la stratégie navale).

Porte-avions à quai

Le Charles-de-Gaulle a démontré son efficacité opérationnelle depuis sa mise en service actif en mai 2001. Cependant, il doit être mis sur cale pour dix-huit mois tous les sept ans et demi, pour une maintenance majeure, et six mois tous les dix-huit mois, pour une maintenance intermédiaire. Durant ces périodes, la France ne peut plus assurer à 100 % sa position dans le monde, en particulier auprès des pays avec lesquels elle a passé des accords. Il est donc capital de construire un deuxième porte-avion, voire de s'engager sur un troisième en réduisant les coûts. Le rayonnement de notre pays est à ce prix ! \(\sim \textbf{A.d'A.} \)

FRANCOPHONIE

Dépasser l'horizon européen

LES VICTOIRES culturelles précèdent ou suivent toujours les victoires politiques et économiques. Il en est de même des défaites ! Les Français parlent français parce qu'ils ont été dominés par les Romains qui leur ont imposé leur modèle politique et culturel. Nous sommes totalement dominés par la culture anglo-saxonne, et ce depuis plusieurs décennies. Cette domination est telle qu'on fait enseigner l'anglais dans les écoles primaires et que, dans les entreprises multinationales, la quasi-totalité de la communication se fait en anglais, même entre Français!

La relation de l'homme à son identité est une clef de la géopolitique. Elle peut jouer un rôle intégrateur et unificateur très puissant. En signant l'édit de Villers-Cotterêts, François Ier engagea la France dans cette voie. La position de la France comme finistère de l'Europe

lui confère deux dimensions géopolitiques : maritime et terrestre. Elle se doit d'y assumer et d'y assurer son rôle culturel. Il s'agit notamment du rayonnement lié à la francophonie. Par les Croisades, par l'alliance avec la Sublime Porte au XVIe siècle, par la constitution de ses empires coloniaux aux XVIIe, XVIIIe et XIXe siècles, la civilisation française s'est imposée à travers le monde entier comme civilisatrice pour des peuples entiers qui, aujourd'hui, la regardent comme une grande sœur qui se doit de leur montrer le chemin.

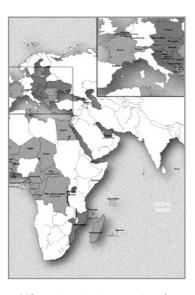
Concurrence chinoise

On a coutume de dire que la France est un petit pays (moins de 1 % de la population mondiale). Mais si l'on prend en compte l'ensemble de la Francophonie, ce sont cinquante-six pays membres et dix-neuf observateurs représentant 890 millions d'habitants...

Or la France a renoncé à son rayonnement international pour se cantonner à l'Europe. Déjà les États-Unis l'ont largement remplacée, tant sur le plan économique que culturel, dans toute l'Afrique de l'Ouest où les dirigeants français sont désormais accueillis non sans invectives. Et voilà que la Chine elle-même tend à prendre une place économique qu'elle peut assumer grâce à ses énormes réserves financières, non sans tenter aussi d'importer son modèle culturel.

Même en France, le nombre d'étudiants chinois commence à régresser dans nos écoles d'ingénieur et de commerce, et ce sont nos étudiants qui partent étudier en Chine! Le renoncement culturel de la France est le signe du renoncement de la France au monde. Ne nous y trompons pas, nos anciens alliés ne nous attendrons pas quand un autre pays viendra leur proposer une autre alliance qui leur conviendra mieux. Demain, que restera-t-il de la francophonie ? Derrière la francophonie, se joue aussi la défense des chrétiens d'Orient, mission confiée à la France depuis les Croisades. Si nous oublions le monde, il ne faudra pas nous étonner, dans quelques années, si le monde nous a, à son tour, oubliés! ■

A. d'Andres

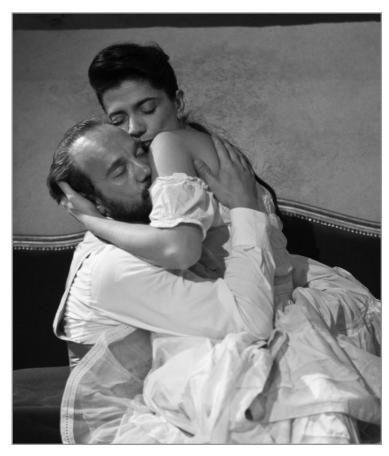


L'Organisation internationale de la francophonie regroupe cinquante-six pays membres et dix-neuf observateurs représentant 890 millions d'habitants.

□ THÉÂTRE

Amours hugoliennes

Quand un jeune dramaturge s'éprend d'une princesse de théâtre... À partir d'une correspondance monumentale, Anthéa Sogno a composé un spectacle illustrant les grands moments d'une vie amoureuse, littéraire et politique.



Juliette morte, Victor Hugo cessa d'écrire,

n spectacle bâti sur la correspondance amoureuse de deux êtres, voilà qui pourrait respirer l'ennui. Anthéa Sogno relève brillamment ce défi dans Victor Hugo, mon amour, qu'elle reprend à la Comédie Bastille. Juliette Drouet et Victor Hugo n'ont cessé, tout au long de leurs cinquante ans de liaison amoureuse, d'échanger lettres d'amour et mots écrits dont le plus étonnant est qu'ils aient été conservés. On en recense plus de 23 650! Anthéa Sogno a su, tout en respectant scrupuleusement les textes, en faire un dialogue théâtral captivant, émouvant et drôle. La prouesse est d'autant plus remarquable que cette succession de morceaux choisis permet de bien situer la chronologie des événements qui ont ponctué la vie d'Hugo et celle de Juliette, de leur rencontre, en 1833, alors qu'elle jouait au théâtre de la d'écrire, pour toujours.

porte Saint-Martin, à sa mort, en 1883, en passant par le Marie Tudor, les jalousies qui bloquent la carrière théâtrale de Juliette, ses dettes, la mort de Léopoldine, Ruy Blas, Les Misérables, le revirement politique de Hugo, l'exil à Guernesey...

Un texte alerte

On découvre dans ce texte alerte, souvent simple, quelquefois littéraire, parfois crû, l'importance du rôle joué par Juliette dans la vie de Victor Hugo, dont elle lisait et copiait au propre les œuvres, influençant plus ou moins directement son style. « Nous faisons chacun de notre côté notre petit travail: toi tu composes un chef d'œuvre, moi je t'aime. Il me semble que mon œuvre ne sera pas inférieure à la tienne. » Juliette morte, Victor Hugo cessa La mise en scène de Jacques Décombe, utilisant avec efficacité la simplicité du décor et des jeux d'éclairage pour transporter le spectateur dans de nombreux lieux différents, met en valeur la simple beauté de textes qui n'ont été écrits ni pour être publiés, ni pour être dialogués. Sacha Petronijevic est un Victor Hugo sobre et ambitieux, amoureux et romantique ; il sert le texte avec vérité et sans chercher l'effet. Habitée par son personnage, Anthéa Sogno incarne totalement Juliette, son amour sincère et humble, ses pulsions et le feu de son désir. Ellle imprime le rythme, change de robe et de tenue sans perdre seulement haleine, elle s'offre au spectateur comme sans doute Juliette se donnait à Hugo et sans qu'il perde un mot du texte, fûtce un chuchotement.

Intense spectacle

Cela donne une heure et demi de spectacle intense, où charme, émotion, sensualité, humour et poésie vous emportent dans une succession de tableaux sans temps morts et dont on ressort l'esprit riche et le cœur allègre. C'est la troisième fois, en quatre ans, que Victor Hugo, mon amour est repris à la Comédie Bastille, vraie salle de théâtre un peu cachée entre les boulevards Beaumarchais et Richard-Lenoir; entre-temps l'œuvre a aussi été présentée dans de nombreuses salles de province et elle se dirige sereinement vers sa 500e représentation... et son 70 000° spectateur. Le public ne s'y est pas trompé : c'est vraiment un très charmant moment de théâtre qu'il serait bien triste de manguer.

Arnaud Danloux-Dumesnils

√ Victor Hugo, mon amour, Comédie Bastille, 5 rue Nicolas Appert Paris 11e, du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 17 heures et le dimanche à 15 heures ; 28 euros (moins de vingt-six ans : 10 euros); réservations : 01 48 07 52 07 ou www.comédie-bastille.com

CINÉMA

Kassovitz braque le GIGN

PIERRE GUILLAUME, alias "le crabe tambour", avait choisi comme épitaphe : « Mon âme à Dieu, mon corps à ma patrie, mon honneur à moi. » Une devise qui n'a visiblement pas inspiré Mathieu Kassovitz, le réalisateur de L'Ordre et la Morale. Le cinéaste Kassowitz est connu pour le meilleur (Les Rivières pourpres) et le pire (La Haine). Son dernier film a fait verser beaucoup d'encens mais aussi couler beaucoup de larmes à l'heure où se profile l'indépendance d'un territoire français, la Nouvelle-Calédonie, dont le plus grand malheur est d'être trop loin de la métropole. Tourné en Polynésie du fait de l'hostilité des habitants et des élus du "caillou", le film narre l'assaut sanglant de la grotte d'Ouvéa où étaient retenus les otages des indépendantistes canaques. Porter à l'écran ce drame, qui s'est "joué" entre les deux tours de l'élection présidentielle de 1988, ne pouvait que susciter scepticisme et amertume.

Si, sur le plan de l'art cinématographique, la prise de la grotte en elle-même est digne des premières minutes du débarquement dans Il faut sauver le soldat Ryan et les plans aériens une vraie réminiscence d'Apocalypse Now, l'encens s'arrête là. Car comment faire du bon cinéma sur de mauvaises fondations de scénario? C'est là que le bât blesse. En effet, Kassowitz s'appuie, sans se forcer sûrement, sur la "thèse" de l'ex-commandant du GIGN lors de l'assaut, le capitaine Legorjus qui, dans un ouvrage commis avec un journaliste du Monde, évoque le « massacre des canaques ». L'ancien gendarme, qui fait partie de ceux qui croient que les attentats du 11 Septembre relèvent d'un complot américain, confesse dans son livre n'avoir pas correctement assumé son rôle de chef, ayant été « incapable d'anticiper une action » et sujet « d'absences dangereuses »... Ses anciens hommes confirment d'ailleurs cette analyse : pour l'écrasante majorité, « il a failli à ses obligations »,



« il n'était pas à la hauteur »...

C'est cet échec qui est habillé en posture morale et le film incarne jusqu'au simplisme les belles valeurs de la gendarmerie (Kassovitz joue Legorjus luimême) contre la brutalité militaire qui n'est pas sans rappeler les heures les plus sombres de la guerre d'Algérie. Mais peuton se racheter un honneur sur le dos des autres? Clairement, le GIGN est normalement formaté pour "gérer" ce genre de situation et avouonsle, le dyptique "négociationsintervention" n'a pas fonctionné à Ouvéa. Au-delà de l'affrontement classique armée-gendarmerie, le poids de l'ambiance tribale, la médiatisation malsaine, l'instrumentalisation politique ont également joué un

mauvais rôle.

Il faut aussi replacer cet événement dans une perspective historique. C'était l'époque où les indépendantistes, financés par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, étaient formés par Kadhafi, seulement deux ans après la pitoyable affaire du Rainbow Warrior, en pleine présidentielle où la majorité mitterrandienne était menacée... Le gouvernement Chirac (c'était la cohabitation) avait pourtant donné des gages : ainsi, le statut proposé par Bernard Pons avait donné aux anciennes assemblées coutumières une existence légale une vieille revendication des canaques... qui ne les a pas empêchés de passer de l'hostilité à l'insurrection! Kassovitz a patienté dix ans pour réaliser son film, comme si le mensonge n'attendait pas le nombre des années... Pour mémoire, l'ouvrage de Legorjus s'intitulait Ouvéa, la République et la morale, deux substantifs qui ont décidément du mal à faire bon ménage... \square

Philippe Lornel

EXPOSITION

La Chine impériale au cœur de Paris

POINT n'est besoin de se rendre à Roissy, d'endurer quatorze longues heures de vol pour gagner Pékin ou bien Shanghai, rallier la capitale en train de nuit sur les fameuses "couchettes molles" - de pénible souvenir et comble cependant du luxe chinois, paraît-il. Non, il vous suffit de passer la pyramide de Pei et vous voici en Chine impériale, ou peu s'en faut. C'est le conservateur général du musée Guimet qui est l'instigateur et le maître d'œuvre de

ce beau rendez-vous Chine-France. Rencontre des hommes au cours des siècles, les empereurs et les rois de France ; rencontre aussi des cultures et des arts, des peintres, sculpteurs, architectes. D'ailleurs l'exposition est présentée en plusieurs séquences: les empereurs et les arts, les empereurs et les rois de France, de Philippe le Bel à Napoléon III.

Meubles royaux, tableaux, porcelaines, iades, cloisonnés... Cent trente œuvres majeures prêtées par la Chine sont exposées à notre admiration. L'empereur luimême peint, joue de la cithare, écrit des poèmes et encourage les artistes, même ceux venus d'Europe. Ainsi le jésuite Castiglione est-il également peintre, et ses

compositions ravissent l'empereur. Les peintures sur soie d'animaux, éléphants, chevaux grandeur nature, sont des réalisations d'un incroyable réalisme. Ainsi de la beauté de la robe bai de ce magnifique poulain ; on croit sentir sous les doigts la bouche frémissante de l'animal, la peau fine et satinée attire la main et ce n'est pourtant que peinture à l'encre de Chine sur soie écrue. Un miracle de précision et de finesse que n'aurait pas désavoué l'Anglais Stubbs. C'est Castiglione lui-même qui le peignit pour l'empereur et l'on présume qu'il fut félicité à grand bruit.

L'exposition présente des maquettes de la Cité interdite permettant de visualiser l'ensemble de façon exhaustive, de cour en

cour, de pavillon en pavillon où se déroule la vie de la cour impériale. Le pavillon privé de l'empereur est aussi présenté ; la Chine a prêté le trône impérial qui, ici, en pleine lumière, est plus accessible aux regards des visiteurs qu'in situ. Non loin, au garde à vous, les armures et casques des huit bannières mandchoues apportent une note martiale et colorée. ■

Monique Beaumont

✓ La Cité interdite au Louvre - Empereurs de Chine et Rois de France, musée du Louvre, ailes Sully et Richelieu, jusqu'au 9 janvier 2012; renseignements: 01 40 20 53 17, www.louvre.fr

□ LIVRES

Impressions de Noël

Le livre d'art est un cadeau de Noël classique, même si, ces dernières années, la délocalisation de sa fabrication en Europe de l'Est, voire en Chine, a fait baisser ses prix, et parfois sa qualité. Il reste cependant cher, ce qui exige de le choisir avec discernement.

einture, les chefs d'œuvre de l'art de Karen Hosack Janes est de ces albums grand public prisés dans le monde anglo-saxon parce qu'ils prétendent mettre à la portée de gens incultes quelques notions élémentaires censées leur donner un vernis de culture artistique. C'est souvent bien conçu, complet, très illustré, de sorte que cela fait un beau cadeau à offrir à un adolescent. Ce livre-ci ne répond que partiellement à ces critères. D'abord parce qu'il s'appuie sur une sélection, subjective, de soixante-six peintures, du XIIe siècle à nos jours, où les inévitables, tels La Joconde ou les plafonds de la Sixtine, côtoient des œuvres de bonne facture mais que l'on ne saurait juger fondamentales. De sorte que le choix de l'auteur semble avoir obéi moins à une évidence esthétique ou historique qu'à des nécessités politiquement correctes.



Ainsi Artemisia Gentileschi paraîtelle avoir été retenue moins en raison de son talent que de son sexe, les peintres anglais pour satisfaire le chauvinisme du lecteur, des artistes chinois, japonais ou persans afin d'illustrer notre monde pluriculturel, les modernes pour relativiser les classiques, et ainsi de suite, au détriment d'une vision plus complète et mieux fondée. L'approche, plan par plan, de détails permettant de comprendre la symbolique de l'œuvre ou la technique du maître est intéressante mais ne saurait contrebalancer une mise en page qui coupe à la pliure le cœur d'un tableau, à l'instar de l'Annonciation de Fra Angelico où la Vierge disparaît de la vue d'ensemble. Au bout du compte, c'est l'insatisfaction qui domine, et même l'agacement...

La réouverture au public du musée d'Orsay, après restructuration des salles et galeries, sert de prétexte à son conservateur, Stéphane Guégan, pour proposer, au format italien sous couverture toilee, un remarquable *Peinture au* musée d'Orsay. Les collections, embrassant la période 1848-1914, ont cette particularité de rassembler tout ce qui se fit à l'époque, sans jugement de valeur, depuis Gérôme, Bouguereau et autres "pompiers" dont le métier bien léché plaisait au « stupide XIX^e siècle » jusqu'aux grands "refusés" des salons successifs, qu'il s'agisse de Courbet ou des Impressionnistes dont les cotes se sont envolées depuis longtemps, en passant par les symbolistes ou les Nabis. Guégan a retenu trois cents œuvres présentées de façon thématique afin de mettre en regard deux moments d'un même



peintre, ou deux visions d'un sujet. Peintures d'histoire, scènes paysannes, chasses, orientalisme, nus, natures mortes, paysages de neige, etc., se suivent au fil de la promenade, permettant des découvertes parfois charmantes de talents oubliés. Guégan, guide émérite, s'arrête ici ou là afin d'expliquer en détail une œuvre qu'il juge significative. Ce peut être Les Romains de la Décadence de Couture, L'Angélus de Millet, Le Déjeuner sur l'herbe de Manet, Les Raboteurs de plancher de Caillebotte, Le Bal au moulin de la Galette de Renoir : tous sont traités avec la même sympathie et la même intelligence. Le lecteur sort de la visite plus instruit, plus ouvert, et heureux.

Voyage outre-Atlantique

Officier américain au tempérament d'aventurier, Sterling Clark, héritier milliardaire des machines à coudre Singer, s'installa à Paris en 1910, pour échapper à son milieu familial, par amour de la France, et parce qu'il s'était epris d'une jeune actrice française, Francine Clary, dont il ferait sa femme. C'est sous l'influence éclairée de celle-ci que Clark, décidé à placer sa fortune dans des toiles italiennes de la Renaissance, s'intéressa aux peintres français du XIX^e, entre autres Renoir, Monet, Pissarro, Degas, et constitua ce qui devait peu à peu former l'une des plus remarquables collections impressionnistes au monde. D'abord destinée au Petit Palais, elle fut envoyée en urgence aux États-Unis en 1939 et n'en bougea plus, Clark redoutant une troisième guerre mondiale. C'est d'ailleurs afin de

mettre ses toiles à l'abri d'une attaque nucléaire qu'il fonda au fin fond du Massachusetts, loin de tout objectif stratégique, le Sterling and Francine Clark Art Institute qui abrite depuis sa mort, en 1953, ces *Chefs d'œuvre de la peinture française*. Le grand mérite du livre de James Ganz et Richard Bretell est de donner à admirer des merveilles qui ont rarement l'occasion de retraverser l'Atlantique.

Revisiter Paris

Au début du XIX^e siècle, les scènes de rues, les représentations citadines inspirent peu les peintres. Il faut attendre les années 1860, les grands travaux haussmanniens qui modifient sans retour le visage de Paris pour qu'une nouvelle génération d'artistes fasse de cette métamorphose de la capitale, vécue comme une révolution de la modernité conforme à ses propres préoccupations, une source d'inspiration quasi inépuisable. Le nouvel urbanisme, l'ouverture des boulevards, leur va et vient continuel, la symétrie des nouveaux ensembles architecturaux, Notre-Dame dégagée de sa gangue médiévale, le nouvel Opéra, les gares, perçues comme des temples de la modernité et de la vitesse, les lieux de spectacles et de plaisir, les quais, les arbres, la foule, la neige, la pluie, le brouillard, le soleil... Tout est prétexte à peindre ou dessiner la ville et ses habitants sur le vif. Paris au temps des Impressionnistes est le beau catalogue d'une exposition qui s'est tenue au printemps dernier à l'Hôtel de Ville. Amoureux de la capitale ou passionnés d'histoire y trouveront leur miel.

grande monographie de la saison, mais, et c'est sa faiblesse, il s'agit d'un de ces ouvrages universitaires anglo-saxons qui, même lorsqu'ils sont informés, voire surinformés, comme c'est le cas ici, passent cependant à côté de l'essentiel. Pour une raison très simple : James Rubin a beau avoir beaucoup lu, et même tout lu, sur Manet, son œuvre, son époque, son milieu, il lui manque de comprendre un certain nombre de spécificités françaises sans lesquelles ses belles interprétations, ses savantes démonstrations tombent à faux. Ce décalage est particulièrement sensible s'agissant de la vie familiale de Manet. Que le peintre se soit posé en rebelle face à un père magistrat, sans pour autant renoncer à son confort bourgeois est une chose. Mais la vision qu'a Rubin d'une famille de notables français, des rapports de classe, est inexacte. Ce n'est pas la France de Louis-Philippe qu'il analyse, mais l'Angleterre victorienne où les clivages sociaux étaient autres. En epousant le professeur de piano, Manet ne s'est pas déclassé comme s'il épousait la bonne... Rubin est plus convaincant quand il traite des influences étrangères sur la peinture de Manet, qu'il s'agisse des maîtres espagnols ou des estampes japonaises, un peu moins quand il s'essaie à pénétrer les arcanes de la politique française et les opinions du peintre, davantage quand il se borne à étudier sa technique et ses aspects novateurs. Au bout du compte, reste un pesant - dans tous les sens du terme - ouvrage qui, pour ma part, ne m'a pas réconciliée avec un artiste déjà loin d'être mon préféré.

Manet, de James H. Rubin, est la

Si modernité est le maître mot des peintres de la seconde moitié du XIXe siècle, ce souci s'applique spécialement à Degas, éclairant l'un de ses thèmes de prédilection, la danse, où critiques et contemporains ont souvent lu une obsession graveleuse pour les petits rats... Richard Kendall et Jill DeVonyar, lui-même ancien danseur, dépassent cette interprétation malveillante et, sans occulter le quotidien sordide de ballerines trop souvent obligées de se chercher des protecteurs pour survivre, analysent, dans Degas et les danseuses, les véritables causes de cette fascination: une étude du mouvement et de la vitesse, thème obsessionnel de l'époque, que Degas chercha aussi dans ses études de champs de courses, où le sujet, cheval ou jeune femme, comptait moins que la décomposition de l'enchaînement des gestes. Rien d'étonnant si cette recherche s'inscrit dans un contexte scientifique, et se trouve prise entre la naissance de la photographie et celle du cinéma.

Deux frères peintre et photographe

La photographie pouvait-elle, en reproduisant la réalité, rendre la peinture et l'art inutiles, dépassés? La question a hanté peintres et photographes au XIXe siècle. C'est elle qui sous-tend le propos d'une exposition présentée au printemps 2011 au musée Jacquemart-André, Dans l'intimité des frères Caillebotte peintre et photographe dont paraît le catalogue. Voilà une quinzaine d'années que l'on s'est aperçu que Gustave Caillebotte, riche rentier dilettante, mécène de ses amis impressionnistes, était lui-même un peintre de très grand talent dont les œuvres, sorties de l'ombre à partir de 1990, sont d'authentiques chefs d'œuvre, n'en déplaise à Zola qui les débinait avec constance. On ignorait, en revanche, que son cadet, Martial, avait été un photographe amateur doué, dont les clichés, volontairement ou pas, font écho aux tableaux de l'aîné. Rassemblées pour la première fois, mises en miroir, les photos de l'un, les toiles de l'autre permettent de mieux comprendre leur milieu, leurs goûts, et de pénétrer avec émotion au cœur d'une amitié fraternelle malmenée mais réelle.

Anne Bernet

✓ Karen Hosack Janes, Peinture, les *chefs d'œuvre de l'art*, Flammarion. 256 p., 24,90 €; Stéphane Guégan, Peinture au musée d'Orsay, Skira Flammarion, 336 p., 49 €; James Ganz et Richard Bretell, Chefs d'œuvre de la peinture française du Sterling and Francine Clark Art Institute, Skira Flammarion, 225 p., 39 € ; collectif, Paris au temps des Impressionnistes, Skira Flammarion, 190 p., 35 €; James H. Rubin, *Manet*, Flammarion, 416 p., 49 €; (existe aussi sous coffret à 75 €); Richard Kendall et Jill DeVonyar, Degas et les danseuses, Skira Flammarion, 275 p., 45 €; collectif, *Dans* l'intimité des frères Caillebotte, peintre et photographe, Skira Flammarion, 235 p., 39 €.

□ SAINTE GENEVIÈVE

Aux origines de la France

Voilà bientôt 1 500 ans que s'éteignit sainte Geneviève, patronne de Paris et des gendarmes, instigatrice de la victoire contre les Huns et protectrice de Clovis.



Sainte Geneviève ravitaille les Parisiens

e 3 janvier prochain marquera le mille cinq centième anniversaire de la mort de sainte Geneviève, patronne de Paris. Pour tous les Parisiens, le nom de la sainte est associé à la Montagne où elle fut inhumée et où s'accrocha au long des siècles le rayonnant foyer de l'intelligence française. Le roi Louis XV venait de faire élever sur le sommet par Jacques-Germain Soufflot une basilique magnifique dédiée à sainte Geneviève quand la Révolution de 1789 profana l'édifice pour en faire le Panthéon et y loger ses encombrants "grands hommes"... Mais passons.

Gauloise et franque

Cette sainte gallo-romaine, gauloise par sa mère et franque par son père, naquit à Nanterre entre 420 et 423. Encore enfant, vers 429, elle fut remarquée, pour sa grâce et sa beauté toute céleste, par saint Germain, évêque d'Auxerre, passant, accompagné de saint Loup, évêque de Troyes, par Nanterre pour aller combattre en Bretagne l'hérésie pélagienne. Le prélat lui suspendit alors au cou une monnaie marquée d'une croix, signe de sa promesse de consécration virginale.

Peu après, la mort de ses parents l'obligea à quitter Nanterre pour s'installer à Lutèce, d'abord chez sa marraine, ensuite à la tête d'une communauté. Répartissant en aumônes l'argent des vastes domaines hérités de ses parents, se nourrissant elle-même de fèves et de pains d'orge, accomplissant des miracles extraordinaires, notamment des guérisons d'aveugles et de paralytiques, elle ne s'attira pas que des louanges de la part de la population : pour comprendre cette mystique plaçant

toute son espérance en Dieu seul, les païens étaient trop matérialistes et les chrétiens trop découragés par la situation de leur ville dans une Gaule livrée aux invasions wisigothes...

Le sort de Lutèce était en effet précaire au sein de la dernière enclave restée romaine et dirigée par le patrice Ætius, chef de la milice romaine. Et voilà qu'on apprit en 451 que le terrible Attila, roi des Huns, dit le "fléau de Dieu", apparaissait en Gaule à la tête de 500 000 féroces guerriers. Le 7 avril, il avait passé la population de Metz au fil de l'épée. À Lutèce les hommes parlaient de fuir ; seule Geneviève, vingt-huit ans, affirmait qu'il fallait résister. Elle parvint à convaincre quelques femmes qui acceptèrent de prier, de jeûner et de se refuser à leurs couards de maris s'ils ne résistaient pas. Ce que femme veut...

Attila ne passera pas

Toujours est-il qu'Attila, n'ayant pu prendre Troyes fermement défendue par son évêque saint Loup, fonça non sur Lutèce mais sur Orleans ou il se heurta a la resistance de saint Aignan, autre prélat intrépide. Il faut dire qu'Ætius, ancien otage d'honneur chez les Huns, avait été élevé avec Attila et connaissait à fond les pratiques des enfants des steppes ; Attila, quant à lui, se croyant destiné à s'emparer de l'empire romain, n'ignorait rien de l'éducation gréco-latine. L'affrontement revêtait dès lors une valeur symbolique. Il eut lieu quinze jours plus tard, près de Troyes aux champs Catalauniques ; Attila fut vaincu mais non écrasé.

Geneviève avait contribué à la victoire des champs Catalauniques en forçant le peuple gaulois à déjouer la panique. La paix restait quand même bien aléatoire. Dès 476, le fantoche empereur Romulus Augustule allait être déposé par Odoacre, roi des Hérules, allié aux Huns, qui renverrait les insignes impériaux à Zénon, empereur romain d'Orient. Un barbare entrant dans Rome! Tout un monde s'effondrait...

Geneviève ne perdit pas pour autant l'espérance : Rome devait revivre sous le signe de la Croix! Les évêques de Gaule, ne pouvant plus compter sur l'ordre romain pour sauver la civilisation, commencaient à fonder quelques espoirs sur les rois des Francs, descendants de Mérovée : certes encore païens et quelque peu cruels, au moins ne s'étaient-ils pas laissés gagner comme les autres envahisseurs, Wisigoths et Burgondes, par cette religion au rabais qu'était l'arianisme. Si Childéric, grand admirateur de la civilisation romaine, ou son fils Clovis né en 466, parvenaient, comme ils en étaient de taille, à réunifier la Gaule en s'appuyant sur son principal élément d'unité depuis saint Martin, le christianisme, pourrait alors naître un royaume chrétien prenant le relais de l'empire romain d'Occident! Geneviève allait participer à la réalisation de ce grand

Patronne de Paris

Elle jouissait de l'immense estime de Childéric. À la mort de celuici, en 481 elle reporta son affection sur le jeune Clovis âgé de quinze ans qui n'allait pas tarder à occire Syagrius, lointain successeur d'Ætius, devenu une ombre gênante. Il s'apprêtait alors à entrer dans Lutèce dont il rêvait de faire sa capitale, mais Geneviève lui interdit la ville : il devait d'abord recevoir le baptême! On sait la suite jusqu'au jour où la reine Clotilde devenue son amie et Remi, évêque de Reims, eurent emporté la décision du jeune roi de se faire baptiser à Reims, à Noël 496. Malgré son grand âge elle allait mourir à plus de quatrevingt-dix ans - Geneviève demeura la confidente du couple royal et la personnalité la plus vénérée de Lutèce, que l'on commençait à appeler Paris. Clovis venait d'entreprendre la construction sur la Montagne de la basilique des Saints-Apôtres, où il fut lui-même inhumé en novembre 511. Geneviève le rejoignit le 3 janvier 512. La reine Clotilde devait les rejoindre beaucoup plus tard, en 544. Mais Geneviève, sainte patronne de Paris, continue, de sa "montagne", de protéger la capitale contre tous les modernes "fléaux de Dieu" ; on ne saurait trop l'invoquer. ■

Michel Fromentoux

LIVRE

Thrène pour Dimitri

Hommage à Vladimir Dimitrijevic, le fondateur des éditions de l'Âge d'homme.

IL Y AVAIT une fois un homme qui était un éditeur et non un auteur (chose si courante aujourd'hui). Un homme qui aimait profondément les livres et leurs auteurs comme un berger aime ses brebis. Les brebis de Vladimir Dimitrijevic étaient ses auteurs. Ce berger avait un grand nombre de brebis mais toutes ne venaient pas du même troupeau. Il y avait même des brebis galeuses, des brebis mises au ban de la société, des brebis en guerre avec le monde, des brebis enragées en guerre avec elles mêmes. Et de toutes ces guerres montait un chant. Il connaissait leur nom à toutes. il écoutait ce que chacune avait à lui dire. Certaines d'entre elles pouvaient se détester et se jalouser, mais lui les aimait toutes. Pour lui, toutes étaient des créatures du Bon Dieu, même si certaines avaient partie liée ou maille à partir avec le diable. Il aimait chacune d'elle en particulier, car chacune avait été créée à l'image du Bon Dieu, avant la grande désobéissance. Il les aimait même quand elles s'égaraient.Il attendait qu'elles reviennent, il les appelait, il allait les chercher. Et le berger qu'il était n'était

pas au-dessus de ses brebis. Il marchait à leurs côtés, il les accompagnait de la voix, les apostrophait parfois quand elles avaient tendance à s'endormir ou bien les consolait. Le berger vient de mourir et certaines de ses brebis, parmi les plus proches qu'il gardait depuis les commencements ou presque, viennent de lui rendre hommage dans une brochure intitulée Notre Dimitri. Vladimir Dimitrijevic, quoique aimant profondément l'écrit, était un homme des temps anciens, un homme du verbe, un homme de l'oralité, un homme de conversation, non pas comme on conversait dans un salon ou un café parisien du temps de Diderot et de d'Alembert dans une effervescence pré-révolutionnaire, mais comme on



conversait de la fin du temps et

des fins dernières dans un roman de Dostoievski. Cet homme était Serbe. Il était venu nous apporter, à nous autres latins et celtes, la parole de ce monde slave et orthodoxe longtemps étouffée par la chape ottomane, et dont nous étions coupés depuis le grand schisme. Il était venu prolonger chez nous ce courant slavophile de la grande littérature russe des XIXe et XXe siècle, incarné par Gogol, Leskov, Dostoiewski, Leontiev, Rozanov ou encore Zinoviev, le stalinien anti-stalinien, tous hantés par la figure du Christ et porteurs de sa folie. Il était venu tirer de son sommeil, pour le coup non dogmatique, cette France dont il aimait l'histoire et à l'abaissement de laquelle il ne se résignait pas. Il aimait son passé, sa géographie. Il aimait ses grands rois et ses anciens évêques. Il aimait ces esprits qui ,comme Pascal, Saint-Simon, Bossuet, ou de Maistre (un Savoyard pourtant sujet du roi piémontais) étaient sa colonne vertébrale. Il lui redisait, à sa manière, ce qu'un pape venu de l'Est lui avait déjà dit : « Fille aînée de l'Église, souviens -toi de ton baptême. » Mais comme celle de tous les

Gérard Joulié

✓ Notre Dimitri, L'Âge d'homme, 166 pages, 20 euros.

prophètes, sa voix n'était en-

tendue que d'un petit nombre.

La France laïcarde avait renié

son Dieu et son passé, grisée

par les sirènes de la modernité

qu'elle n'osait même plus appe-

ler progrès. Car sous l'homme

qui aimait les livres, il y avait

celui qui s'identifiait aux mal-

on peut dire en conclusion qu'il

heurs et à l'histoire de son pays. De Vladimir Dimitrijevic

avait épousé la littérature

comme François d'Assise la

pauvreté. 🗆

NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés!



□ RÉÉDITION

Un messianisme maurrassien

La Bonne Mort met en scène un personnage tiraillé entre un désir de pureté et l'ardeur des passions charnelles. Analyse d'une œuvre controversée, tout récemment rééditée.



« Charles Maurras cherche une réconciliation universelle, dont l'idée monarchique constituait, pour lui, une sorte de parabole. »

'actualité Charles Maurras, c'est évidemment la réédition de la "nouvelle autocensurée", intitulée *La Bonne* mort, avec une préface de Boris Cyrulnik. Dédiée à Maurice Barrès et publiée d'abord dans La Cocarde (dirigé par l'auteur de La Colline inspirée), c'est un texte de jeunesse, antérieur aux autres nouvelles qui composent Le Chemin de Paradis. Octave, le héros, c'est lui, Maurras, de toute évidence. Lui ou l'un de ses avatars.

Un suicide religieux

Vous avez déjà entendu parler de ce texte dans ces colonnes. Boris Cvrulnik a donné son interprétation longuement. Je voudrais ici proposer la mienne. Cette nouvelle a fait de la peine au public catholique de Maurras, qui y a vu une moquerie envers les choses saintes (le scapulaire avec lequel Octave se pend) et même un défi à Dieu. Maurras était très surpris de cette réaction, il l'écrit dans la préface de1926 (citée par Nicole Maurras dans sa présentation). Pour lui, ce texte est l'un des plus religieux qui soit sorti de sa plume. « Jamais je n'ai vu une telle foi en Israël », dit le directeur spirituel du jeune Octave, en parlant de ce jeune adolescent qui bientôt va se suicider. Le suicide d'Octave, dans La Bonne Mort, est non seulement métaphysique mais religieux.

Alors qu'il fait tardivement sa première communion, à cause d'une maladie qui l'a frappé autour de ses quatorze ans (en fait, la surdité bien sûr), le jeune Octave est déjà tout enfiévré des désirs qui traversent le corps des adolescents. Son initiation sexuelle, purement rêvée, a eu lieu dans la bibliothèque de son père, durant sa longue convalescence. Il ne quitte plus les doux fantômes qui l'y ont fasciné. Et la veille de sa première communion encore... des ombres tendres sont venues enchanter son sommeil. Comment rester fidèle à Dieu quand on ne peut pas ne pas aimer ce péché récurrent ? La mort est venue rôder autour du jeune malade plus d'une fois. Elle revient tentatrice, "douce". L'Église dit, suite aux apparitions a Simon Stock, que ce lui qui ne quitte pas son scapulaire sera sauvé. Mais il y a tant de raisons de mourir en ne l'ayant plus sur soi.

Le pont intangible

Le jeune Octave invente alors, sans malice, une nouvelle signification du scapulaire : lui fournissant la corde pour se pendre, il sera le lien indissoluble entre le ciel et la terre ; le pont infrangible entre les deux tentations familières, le plaisir et la mort intimement liés, et puis... la vie éternelle. Ainsi il sera sûr de... porter le scapulaire lors du dernier passage. On a souvent dit que ce qui obsédait Maurras, c'était le problème de sa surdité, illustration personnelle du problème du mal en général. Il est clair ici que, plus encore que sa surdité, le drame de Maurras, du jeune Maurras, celui qui perd la foi, c'est le péché. *La Bonne Mort* est une tentative purement littéraire, forcément onirique, pour surmonter cette difficulté fondamentale que nous pose notre nature, ces désirs qui en nous ne vont pas vers Dieu mais vers leur propre satisfaction.

Peut-on composer avec le désir?

Peut-on composer avec le désir ? Maurras aime le croire. Il cultivera l'amour courtois et rêvera des Cours d'amour provençales, pour sublimer l'instinct. Il détestera le romantisme, parce que ses héros, Sand et Musset, sont des « peine à jouir » (selon la formule de Lacan, son disciple). Ils sont trop mentaux, trop cérébraux pour lui. Il dit très clairement dans Les Amants de Venise que l'on ne traverse pas l'Europe pour se retrouver en chiens de faïence dans une chambre d'hôtel.

Je crois, sans vouloir faire parler les morts, qu'il aurait lu avec intérêt la première encyclique de Benoît XVI, Deus caritas est, dans laquelle le pape évoque la sublimation d'Eros en Agapé. Loin d'être dans la haine, loin de cultiver la haine de soi comme le suggère Boris Cyrulnik, Maurras cherche une réconciliation universelle, dont l'idée monarchique constituait, pour lui, une sorte de parabole. Le roi est le grand réconciliateur terrestre. Maurras attendait de pouvoir dire, selon la dernière ligne du conte La Bonne Mort: « Bénit soit celui qui vient, il a lié la terre au ciel. » Voilà son messianisme à lui. Sa conception du salut. ■

Abbé G. de Tanoüarn

✓ Charles Maurras, *La Bonne Mort*, L'Herne, 79 pages, 9,50 euros.

RELIRE MAURRAS

Le libéralisme, ennemi des libertés



Aux yeux de Maurras, le libéralisme est coupable de « dégager l'individu humain de ses antécédences ou naturelles ou historiques ».

SELON Charles Maurras, le libéralisme désigne « la doctrine politique qui fait de la liberté le principe fondamental par rapport auquel tout doit s'organiser en fait, par rapport auquel tout doit se juger en droit. Je dis le libéralisme supprime donc en fait toutes les libertés. Libéralisme égale despotisme. » (La Démocratie

religieuse) Voilà une affirmation qui peut paraître bien curieuse de nos jours et bien loin de ce que l'on entend généralement par libéralisme. Le mot s'applique, en effet, aujourd'hui surtout à l'économie mais aussi à tout ce qui touche à la liberté. Or pour Maurras c'est le contraire. Le libéralisme, écrit-il plus loin, « veut dégager l'individu humain de ses antécédences ou naturelles ou historiques. Il l'affranchit des liens de famille, des liens corporatifs et de tous les autres liens sociaux ou traditionnels. [...] La liberté-principe établit une règle qui ignore méthodiquement les forces et les libertés particulières ; elle se vante de créer toute seule la liberté de chacun; mais, en pratique, l'histoire le montre bien, cet individualisme affaiblit les individus. C'est son premier effet. Le second est de tyranniser, sans sortir du "droit", tous les individus n'appartenant pas au parti de la majorité et ainsi de détruire les derniers refuges des libertés réelles. [...] Dans l'opposition, les partis libéraux [...] se font anarchistes purs. Le principe libéral, en ce cas, [...] renverse l'Etat, il nie la Patrie. [...] Par ce libéralisme absolu, l'homme "né libre" tend à perdre : 1° la liberté d'aller et de venir dans la rue sans être assommé ; 2° son indépendance de citoyen d'une nature déterminée. » Ce plaidoyer de quelques lignes démontre bien la force de "l'empirisme organisateur" basé sur l'expérience, qui maintient l'ordre et la paix, par opposition à la faiblesse d'un principe qui, dans l'histoire, n'a conduit les pays qui l'ont adopté qu'à l'anarchie et à la ruine. Maurras, dans un article dans L'Action Française du 19 juillet 1914, répondant à « certains radicaux et certains socialistes » qui s'étaient intéressés à ses idées, écrit : « C'est que les idées libérales sont mortes et que nos idées sont vivantes. Un parti qui gouverne, quel qu'il soit, est bien obligé pour vivre de s'occuper de ce qui vit. Nos idées s'adaptent à la situation, les idées libérales ne s'y adaptent plus. Nos idées reçoivent quotidiennement les confirmations de l'expérience, les idées libérales sont continuellement démenties. Celles-ci sont une superstition, une survivance, les nôtres sont une actualité énergique. »

Idéalisme irresponsable

Ainsi, à la veille de la Première Guerre mondiale, qui fera tant de victimes et amènera tant de ruines, Maurras s'efforçait de défendre sa doctrine basée sur l'histoire et l'expérience face à l'idéalisme irresponsable de certains qui pensaient que le libéralisme permettrait de sauvegarder la paix. Ceux-là, avaient oublié ce qu'il avait écrit quelques années plus tôt (Gazette de France, 12 avril 1902): « Anarchisme, libéralisme, ces mots sont vraiment synonymes et les anarchistes ont été plusieurs fois condamnés dans les congrès socialistes pour ces ressemblances parfaites que montre leur doctrine avec celle de la bourgeoisie libérale. » Ainsi la pensée maurrassienne rejoint-elle l'actualité où le libéralisme économique est non seulement une forme nouvelle de l'anarchie mais aussi la cause de la plupart des conflits.

Louis de Galice

L'ACTION FRANÇAISE 2000 Premier abonnement (un an) D'ABONNEMENT Abonnement ordinaire □ Un an125 € ✓ Nom Abonnement de soutien Étudiants, chômeurs, ✓ Code postal ecclésiastiques Outre-mer (un an)

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à : L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS CCP Paris 1 248 85 A

☐ L'ACTION FRANÇAISE

Une aventure intellectuelle II

Entre 1998 et 2011, François Huguenin a révisé certains jugements... Nous poursuivons aujourd'hui notre enquête sur la réédition de son livre, en abordant la question des relations de Maurras avec la foi et le catholicisme.

ur la relation de Maurras avec la religion chrétienne, Hu-Jguenin, là aussi, réfléchit à nouveaux frais. Doit-on accuser Maurras d'entretenir « une vision très particulière - et très fausse - du catholicisme comme mélange de paganisme et de christianisme » ? (p. 120) Il est toujours tentant de faire des contes du Chemin de Paradis ou du « venin du Magnificat » le dernier mot de Maurras sur le christianisme. D'autant que « ce que récuse Maurras, en l'occurrence, c'est cette "sédition de l'individu contre l'espèce", que permet le message évangélique si on l'interprète dans un sens anarchiste ». Il est dommage que la nouvelle édition ait supprimé la fin de sa phrase : la sédition, c'est « ce que deviendra - bien plus tard - "la théologie de la libération" » (118, 120 ¹). Perspective intéressante, qui aurait demandé à être non pas supprimée, mais développée.

Un Christ romantique

Affirmer comme Prévotat que « derrière le rejet du christianisme romantique, c'est le Christ qui est vomi » n'est pas seulement une formule « excessive », mais un contre-sens total. Pour la simple et unique raison que le « Christ » que Maurras « vomit » est précisément ce Christ romantique, qu'il a appris à trop bien connaître dans sa période lamennaisienne et qui, au milieu des affres de la surdité et de la puberté, ne sera remplacé, maladroitement par l'abbé Penon, que par celui de Pascal.

Doit-on parler dès lors de « mélange »? Le terme fait contresens. Le paganisme de Maurras ne fut jamais sérieux. Son rejet du christianisme tel qu'il le percevait et ne pouvait plus que le percevoir, si. Mais déclarer préremptoirement avec Prévotat comme « avéré » que « Maurras vit sur le culte des vertus païennes dont la compassion ou la miséricorde, la patience ou l'humilité, sont absentes » (merci, du reste, pour l'antiquité!) et qu' « il maraue son dégoût pour les vertus chrétiennes » ne saurait être vérifié que d'une lecture... littérale des contes du Chemin de Paradis, dont, à leur parution même, Maurras reconnaissait auprès de l'abbé Penon qu'ils ne correspondaient déjà plus à l'état de son âme! Quant à la poésie de Maurras, elle contredit ce prétendu rejet de la compassion, de la miséricorde, de la patience ou de l'humilité...

C'est oublier enfin que cette opposition terme à terme du paganisme et du christianisme n'a aucun sens pour Maurras comme pour son mentor, l'abbé Penon. Il n'y a aucune reconstruction par



« Affirmer que "derrière le rejet du christianisme romantique de Maurras, c'est le Christ qui est vomi", c'est un contre-sens total. »

Maurras d'un catholicisme sans Christ (sur ce point, Huguenin a raison de reprendre Gérard Leclerc), car Maurras s'arrête sur le porche. Il perçoit le catholicisme de son agnosticisme, pour la cité, non pas indifférent à la figure du Christ, mais sachant bien celle qu'il refuse et qui n'est pas, de toute façon, celle que l'Église enseigne. Il est vrai que Maurras, jeune, cherche parfois à forcer l'opposition entre paganisme et christianisme, comme pour donner raison à Prévotat et à Huguenin, mais Penon n'a pas de mal à montrer que cela ne tient pas... Il écrit à son ancien élève le 6 avril 1897 : « Dans l'antiquité elle-même, dans ce qu'il y a de plus beau en elle, il y a un christianisme latent, un christianisme en germe, comme dans la littérature chrétienne et le tour d'imagination chrétien, il y a un reste de mythologie. » Saint Paul, sur l'Aréopage, avait-il dit fondamentalement autre chose? Saint Paul pour lequel, le jeune Maurras païen a, à Phalère, une pensée au printemps 1896. L'opposition caricaturale était un pis-aller, cachant une souffrance spirituelle que Maurras calmera, sans l'éteindre, en la nommant « agnosticisme », avant de partir vers une méditation sur les Corps glorieux qui pulvérise toute interprétation manichéenne.

Dès lors, existe-t-il un marcionisme de Maurras, de ce Marcion de Sinope, théoricien au II^e siècle de l'antijudaïsme chrétien? Il y a plutôt chez Maurras une méconnaissance de l'Ancien Testament, propre à son temps, et dont se plaignait encore Boutang, deux générations plus tard. Elle renforce son refus de ce qu'il perçoit comme la subversion révolutionnaire sémite et auquel s'ajoute la perte de la foi, alors que « l'idée d'un Dieu probable », tirée de Pascal, lui « répugne au-delà de tout » (lettre du 25 février 1887).

Réconciliation

C'est pourquoi Huguenin a raison de rappeler (126-127) : « L'Action française réalise, en ce début du XX^e siècle, une certaine réconciliation entre les "deux France" que la Révolution avait séparées et que le ralliement de l'Église à la République n'avait pu réconcilier. Pour la première fois, se retrouvent, en politique, dans la même défense de l'ordre et de la tradition, des catholiques et des positivistes [que n'est pas Maurras] dont le langage est devenu commun et les aspirations sociales identiques. » La question de l'Église de l'ordre en est éclairée : (147): « Pol Vandromme, écrit Huguenin, voit à raison dans cet éloge de l'Église de l'ordre, l'expression de l'unité de l'incroyance » (sic) - le texte de 1998 disait plus sensément (140) « l'expression de l'infirmité de l'incroyance »... - « parce que "dans son essence, elle n'est pas cela elle n'est cela que de surcroît 2" ». Et de poursuivre en 1998 (nouvelle "longueur", fort brève en l'occurrence, supprimée en 2011) : « Mais, pourrait-on continuer, le Christ n'est-il pas l'ordre du monde, et la contemplation de l'Église de l'ordre n'est-elle pas un effet de sa grâce ? » La remarque, fort thomiste, ouvrait là encore des perspectives que l'édition de 2011 clôt ...définitivement.

Comme le fait remarquer Gérard Leclerc, c'est justement en se disant « férocement catholique au plan sociologique », après avoir perdu la foi, que Maurras lui demeure toutefois aussi fidèle qu'il le peut, puisque cette formule est la contestation la plus radicale qui soit de l'héritage comtien (et moderniste). Pour Comte, en effet, la sociologie doit remplacer le catholicisme. Contester la valeur sociologique de la foi catholique chez Maurras, c'est ne rien comprendre à cette démarche de sincérité visant, chez l'agnostique, à conserver ce qu'il pouvait du catholicisme sans risquer d'éloigner jamais aucun de ses disciples de l'essentiel, la foi elle-même.

Dernier soubresaut

Cette réconciliation entre les deux France, « la querelle entre Rome et l'AF qui jamais ne porta sur le fond » et « s'achèvera par une pirouette » (368), en signera, malheureusement, l'échec final. « Plus largement », écrivait Huguenin en 1998, dans une autre "longueur" qu'il a supprimée, cette querelle « constitue le dernier soubresaut des tentatives de mainmise de l'Église romaine sur le pouvoir temporel, dont ni la théorie augustinienne des deux glaives et moins encore la récente theorisation de l'infaillibilite pontificale entérinée par le concile Vatican I n'auront su définir une pratique souple et raisonnable. De cette ligne dogmatique romaine, Maritain se fera le défenseur très ultramontain, par son Primauté du spirituel qui marquera, en 1927, son divorce avec l'Action française. » (387, 369) Il ne le dit plus en 2011 après avoir « particulièrement retravaillé la question » (374).

On aurait tort toutefois d'être inquiet. Huguenin déconstruit toutes les fausses accusations d'Andrieu-Pie XI: paganisme, volonté de proposer un « nouveau système religieux », « naturalisme », « ra-

tionalisme » ou « indifférentisme religieux ». Reprenant Poulat (379), il note également que la mise à l'Index du journal « est notamment motivée pour le pape par les articles récents et véhéments du journal et en réaction aux premiers événements », comme si, de fait, Maurras et l'Action française étaient tombés dans le piège tendu par le cardinal Andrieu et Rome... Du reste, la « raison [...] de la condamnation n'est pas explicitée par Pie XI. [...] Rome a aussi » - Surtout, comme le montre précisément la mise à l'Index du journal ? - « agi pour des considérations d'opportunisme » (379). S'il s'agit d'« une question religieuse », ou plus exactement de politique religieuse, il ne s'agit pas d' « une question d'orthodoxie dogmatique » (aucune encyclique n'est publiée). Le moderniste, dans l'affaire, c'est Pie XI, à la fois pape autoritaire et piètre politique. « Ce que visait Rome était au fond le fait que l'Action française n'entrait pas dans son projet de reconquête de la société par une action catholique. » (383)

Une foi sociologique

Toutefois, comment avancer (ibid.) que « le catholicisme d'un certain nombre de maurrassiens était en grande partie formel »? « Il était au fond l'expression d'un héritage, celui de la France, qu'il fallait défendre coûte que coûte. Mais il faisait partie d'un ensemble culturel, plus que d'une foi profondément vécue. » On aurait presque envie de demander à Huguenin... des noms. De quel droit chercher à percer ainsi le secret des âmes... pour mieux le déprécier ? Surtout 1) pourquoi opposer ce qui peut être complémentaire, 2) en donnant, de surcroît, l'impression de généraliser par l'entremise d'un quantificateur (« un certain nombre ») bien vague? Alors même que l'auteur, aussitôt après, en une nouvelle contradiction, démolit toute la portée de son affirmation : « En cela d'ailleurs ces catholiques-là n'étaient pas très différents de nombreux autres catholiques sociologiques de leur époque. La foi des uns et des autres n'a d'ailleurs pas toujours bien résisté après la vague des années 1960. » Mais seule l'Action française fut interdite, ce dont elle ne s'est pas plus relevée que le catholicisme français, « sociologique » ou non, lequel n'a pas fini de payer cette erreur qui anémia, en effet, sa résistance. D'ailleurs, Huguenin conclut avec raison qu'« on peut légitimement s'interroger sur la pertinence de la vision politique de Rome d'une reconquête catholique fédérée autour de l'institution qui a été finalement débordée par le grand mouvement

Axel Tisserand

1 - Le premier numéro renvoie à la pagination de la première édition, le second, à celle de la seconde édition.

progressiste ». À suivre.

2 - Maurras entre le légiste et le contestataire, Téqui, 1991, p. 151. ✓ François Huguenin, L'Action française, Perrin-Tempus, 686 p., 12 €,

□ CONTROVERSE

La laïcité en débat

Loin de se satisfaire du consensus républicain, le mouvement d'AF fustige une "valeur" porteuse de germes totalitaires. Il va se faire entendre!



Les inventaires, aux sources de la laïcité...

a laïcité n'est pas une question secondaire. La loi de 1905, dite de séparation des églises et de l'État, devait régler définitivement le statut des églises dans notre pays. Ce sujet très controversé ne peut être sans cesse relégué, sous le seul prétexte qu'il ne fait pas l'unanimité dans le camp des amoureux de la patrie. L'Action française ouvre donc à nouveau le débat.

L'astuce consiste à distinguer ce qui relève de la sphère privée de ce qui appartient au domaine public où s'épanouissent les rapports sociaux. Ces rapports sociaux sont ceux qui contribuent à l'édification du bien commun et constituent l'expression de la citoyenneté. La citoyenneté est comme le rappelle Dominique Schnapper ¹, une vision assez abstraite et utopique de l'homme, puisqu'elle repose essentiellement sur la notion de civisme ou de contrat social, c'est-à-dire sur un acte volontaire supposant des droits et des devoirs. Sont citoyens tous ceux qui s'intéressent à la vie politique et veulent y participer ne serait-ce que par la pratique du vote. Notre regard d'Action française reposant sur l'appartenance à la Nation, aborde la question davantage autour du "nous" collectif s'inscrivant dans l'espace et dans le temps. Il n'exclut pas, bien-sûr, l'idée de règles communes s'appliquant à tous, au delà des différences, pour le service de l'intérêt général.

Mais l'idée citoyenne qui repose sur l'état de droit, sur le concept propre au laïcisme, de sphère privée et de domaine public, rejette en particulier cette notion de temps, voire même d'espace. La sphère privée renferme l'histoire, la vie, les croyances, l'identification à un groupe qui partage cette histoire, cette vie, ces croyances. Le domaine public qui se veut inclusif accepte tout in-

dividu pourvu qu'il ne fasse jamais état de ce qui le constitue en profondeur. On se rappelle les tentatives idéalistes de langues universelles comme le Volapuk ou l'Esperanto, pour que non seulement, chacun, quelle que soit sa patrie, puisse se comprendre, noble intention, mais aussi pour apprendre à se débarrasser de la gangue d'histoire qui singularise tel ou tel groupe. Ce qui fit dire à De Gaulle s'agissant de l'européisme : « Dante, Goethe, Chateaubriand appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient respectivement et éminemment italien, allemand et français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et s'ils avaient pensé et écrit en quelque esperanto ou volapük intégré. 2 »

Estomper les différences

La même volonté d'estomper les différences s'applique aux principes du laïcisme dans le cadre national, sans voir que la somme des histoires vécues, des particularismes, des convictions et des croyances les plus profondes, est constitutive d'une société riche et libre. C'est dans le creuset du temps long et des vecus communs que se dessinent les vraies solidarités. Alors que les principes du laïcisme supposent la création d'un "homme nouveau" lisse, intemporel, sans culture et sans histoire. On ne peut s'empêcher de trouver là, les germes d'un totalitarisme qui n'entrevoit la civilisation que sous la forme de l'uni-

Cette manière de "tolérer" encore l'existence d'une sphère privée sans contrainte, ressemble à une concession temporaire laissée à quelques individus encore irréductibles. Cette édification du laïcisme comme idéal humain partagé et réglementant la vie pu-

blique, n'est-elle pas en réalité l'expression d'une volonté d'ériger une autre religion (avec ses mythes, ses héros et son "histoire", le tout fabriqué à la hâte et sans ancrage dans les populations) destinée à remplacer l'ancienne ? Avec la montée de l'Islam, des organisations républicaines d'extrême gauche comme d'extrême droite, enfourchent à nouveau ce blanc destrier dont les effets sur notre société ont pourtant conduit à une anomie sans précédent et à l'incapacité pour celle-ci précisément de faire face aux invasions religieuses exogènes, comme le souligne l'enquête de Gilles Kepel publiée au printemps dernier par l'Institut Montaigne 3.

L'idéal républicain

L'idéal républicain s'avère moins puissant dans les esprits que la foi musulmane. Appliquons le "politique d'abord" et l'empirisme organisateur... Dès lors que « la croyance religieuse est plus structurante, que la croyance répu*blicaine* » comme le constate Luc Bronner 4, nous sommes en droit de nous interroger sur le bien fondé d'une stratégie s'appuyant sur le concept de laïcité et qui s'en prend aux racines réelles de notre nation, sans montrer son efficacité face à la progression d'autres religions en rupture totale avec ce qui nous reste de civilisation.

Le laïcisme prétend rassembler sur un plus petit dénominateur commun, réduit aux pratiques quotidiennes et à une pensée normative écartant tout ce qui touche l'homme au plus profond de lui même, demandant le respect de l'autre, pourvu que cet autre ne soit pas identifié pour être finalement : "un autre soi même.". Si les Français suivent cette voie pour faire face à la montée de l'Islam et affirmer leur identité, ils se tirent une balle dans le pied.

Cela constituera certainement un point de divergence, non négligeable, entre l'Action française et d'autres courants nationalistes qui apportent, par ailleurs, des réponses pertinentes et alternatives aux "volontés" supranationales qui se servent de la crise pour remettre en cause ce qui nous reste de souveraineté nationale.

Olivier Perceval Secrétaire général du mouvement d'Action française

- 1 Dominique Schnapper, sociologue, ancien membre du Conseil constitutionnel (débat à l'IHEDN).
 2 Charles De Gaulle, conférence
- de presses 1962. 3 - Gilles Kepels, enquête *Banlieue* de la république, Institut Montaigne.
- 4 Le Monde du 3 octobre 2011.

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF Stéphane Blanchonnet Secrétaire général Olivier Perceval Secrétaire général adjoint Romain Hellouin

Giovanni Castelluccio
Secrétaire
administratif
Marie-Suzanne
de Benque d'Agut
Formation
Marc Savina

Trésorier

Provinces
Philippe Castelluccio
Militantisme
Jean-Baptiste
de l'Aviath
Responsable
opérationnel
François Bel-Ker

Cercle de Flore

Le mercredi 3 février 2012, le cercle de Flore accueillera Jean Sévillia, qui nous présentera son dernier ouvrage, *Histo*riquement incorrect (éditions Fayard, 360 pages, 20 euros). Rendez-vous à 19 h 15 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Entrée libre.

□ PARIS - Prochain cercle d'études animés par Pierre Demeuse le mercredi 4 janvier. Rendez-vous à 18 h 30 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Entrée libre. Pour rejoindre les équipes de vente du journal, prenez contact avec Antoine Desonay : antoine.desonay@actionfrancaise.net



□ GRENOBLE - Le cercle Philis de la Charce se réunira pour évoquer "la monarchie" le jeudi 5 janvier à 21 heures. Renseignements : grenoble.etudiants@actionfrancaise.net

SOMMET EUROPÉEN

Communiqué de l'AF

S'IL ENTRAIT en vigueur, le projet de convention, dicté par l'Allemagne et adopté hier par les pays légaux de vingt-six des vingt-sept États de l'Union européenne, est un crime contre la souveraineté des nations qui la composent, du moins de celles que ce nouvel ordre asservirait.

En donnant un rôle de premier plan, assorti de sanctions, à la Commission européenne dans les procédures budgétaires nationales et en instaurant le contrôle, par la Cour de justice européenne, du respect de la "règle d'or", qui tend à interdire les déficits, ce projet criminel a pour objectif d'en finir avec l'ordre politique, garant de la liberté des nations, pour soumettre les États au double pouvoir aveugle de technocrates et de magistrats également dépourvus de toute légitimité historique et nationale. En livrant ainsi les Français pieds et poings liés à des instances supranationales, sans même qu'ils puissent en tirer aucuns bénéfices sur les plans financier, économique et industriel, l'euro-mark faisant luimême obstacle, pour la majorité des pays européens, au retour de la croissance, Nicolas Sarkozy, après le coup de

force du traité de Lisbonne, achève de réduire l'indépendance du pays à une peau de chagrin. Ce faisant, il manque gravement à ses devoirs constitutionnels : ce projet de convention ferait en effet de la France le simple Land appauvri et asservi d'une Europe dirigée de Berlin et de Bruxelles, dont les intérêts se rejoignent. On ne peut que saluer la lucidité et la dignité de la Grande-Bretagne qui refuse, avec raison, de se soumettre. Condamnant sans réserve ce nouveau coup de force contre la souveraineté de la France que représente cette dérive vers un féderalisme severe, l'Action française appelle les Français à ouvrir enfin les yeux sur la nature d'un régime oligarchique qui, coupé du pays réel, indifférent au bien public et dépourvu du souci de la nation, livre notre peuple aux magistrats et aux fonctionnaires des instances européennes soumises aux marchés, lesquels sont la forme contemporaine de ce que le duc d'Orléans appelait la « fortune anonyme et vagabonde ». La première de nos libertés est et demeure l'indépendance de la patrie (Maurras). □

☐ CHARLES ASLANGUL

Un républicain jeune et passionné

Âgé de seulement vingt-deux ans, Charles Aslangul n'en compte pas moins six années d'adhésion à l'UMP. Conseiller municipal de Bry-sur-Marne (Val-de-Marne), c'est un défenseur farouche de la laïcité. En dépit du fossé qui nous sépare, il a bien voulu nous rencontrer.

□ L'Action Française 2000 - Pouvez-vous vous présenter aux lecteurs de notre journal ?

□ Charles Aslangul - J'ai vingtdeux ans. Je suis étudiant en droit, en licence. Mais le droit me parait trop scientifique... Je recherche une vision plus politique et j'envisage l'entrée à Sciences Po à la fin de la licence. Mon nom signifie en turc "la rose du lion", mais ne vous y trompez pas, mes origines sont arméniennes et mon vrai nom devrait être Aslagnian. Mon patronyme a été turquifié au moment du génocide arménien pour échapper aux représailles. Le sujet du génocide m'intéresse forcément et je me suis toujours promis de travailler un jour pour que tous les descendants de ceux qui sont dans mon cas puisse un jour se rendre en préfecture reprendre leur vrai nom. Ce serait symboliquement très fort. Un acte de témoin de l'histoire et qui dénoncerait le mensonge. Pour l'heure, mes activités d'élu municipal et le mouvement que je viens de fonder en juin 2009, L'Ordre républicain, ne m'ont pas laissé encore l'occasion de m'exprimer sur ce sujet. Mais un jour, soyez-en certain, je prendrai position.

□ Seriez-vous prêt à vous considérer comme le fruit d'une intégration réussie ?

□ Pour ce qui est des origines, ma famille est arménienne, comporte une arrière-arrière-grand-mère japonaise, mais ma mère est Bretonne, des Côtes-d'Armor. Un gros mélange donc. En fait, nous sommes français. Nous vivons à Bry-sur-Marne depuis cinq générations. C'est une commune de 15 000 habitants, à l'est de Paris, proche de la capitale mais loin de ses nuisances. C'est un bon compromis. On y est plutôt bien.

□ Le goût de la politique s'est manifesté chez vous très précocement...

□ En effet. Dès l'âge de quatorze ans. Mais il y a d'abord une passion pour l'histoire. Quand nous prenions la route pour la Bretagne, mon pere s'arretait toujours dans telle ou telle localité où s'était déroulé un petit fait d'histoire. Cela a nourri mon imagination, mon intérêt. Mais j'ai un véritable goût pour l'action et donc pour la politique, qui est pour moi la continuation de l'histoire. L'histoire ne m'aurait pas suffi, je voulais donc entrer en politique, mais personne chez moi n'en faisait.

J'ai adhéré à l'UMP très vite, en 2005, à l'âge de seize ans. J'ai manifesté très tôt une sensibilité gaulliste... Évidemment, je ne suis plus sans critiques à l'égard de Nicolas Sarkozy, mais son dynamisme d'alors plaisait beaucoup au ly-



céen que j'étais. Il avait de l'énergie à revendre, et des valeurs à défendre. Après Mitterrand et Chirac, un véritable homme d'action apparaissait et il emportait indéniablement mon suffrage. J'étais comme entraîné et j'ai adhéré à l'UMP en vue de l'élection présidentielle de 2007.

Sarkozy, c'était la seule personne possible, envisageable. Le vieux Le Pen ? impensable pour moi. Ségolène Royal ? Soyons sérieux... Face à la crise, Nicolas Sarkozy était le seul en position d'obtenir quelques chose, de mener à bien des réformes et je le crois toujours en mesure de le faire. J'ai bien-sûr un peu déchanté sur les positions soi-disant gaullistes de mon candidat. Il n'en reste pas moins un très bon président de la République.

□ Si vous êtes gaulliste, remué par les aspects sociaux et les valeurs républicaines, pourquoi ne pas avoir rejoint Nicolas Dupont-Aignan ? Ou Paul-Marie Coûteaux ?

□ Parce qu'il était inaudible, parfaitement inaudible! Je crois même qu'à l'âge où je me suis engagé, j'ignorais son nom. Il était invisible dans le débat national et aujourd'hui encore il le demeure. J'étais jeune, emporté par la vague de l'UMP, le phénomène Sarkozy, que j'entendais, seul, défendre mes valeurs de refondation de la République, c'est tout. Quant à Paul- Marie Coûteaux... On touche le fond là. Encore plus seul que Dupont-Aignan. Inaudible d'inaudible.... Qu'il cherche à présent une place auprès de Marine Le Pen en pariant la voir arriver au second tour... *No comment*.

□ Vous parlez de valeurs, de vos valeurs : pouvez-vous nous éclairer à leur sujet ? Y a-t-il vraiment des valeurs à l'UMP ? On est en droit d'en douter...

□ Il est malheureusement courant, aujourd'hui, d'assimiler certaines valeurs de la République à celles de l'extrême droite. Et bien-sûr, je considère qu'on a voulu me salir en me confondant avec le Front national. Lorsque M° Collard a soutenu Marine Le Pen, j'ai immédiatement pris un autre avocat. Pas de compromis à ce niveau. Je suis partisan de la Liberté, des Lumières et des Droits de l'homme, de la laïcité, du respect, de la tolérance. Je suis un partisan indéfectible de la République.

□ Cela sent les bons sentiments... pour un lecteur d'AF, c'est presque indécent! Quel regard portez-vous sur la monarchie comme système politique?

□ Je reconnais à la succession des rois de France d'avoir fait la France. Pour le reste, votre engagement, à vous gens d'Action française, m'est franchement incompréhensible. Je ne m'explique pas qu'on puisse, en 2011, défendre le retour du roi. C'est pour moi quelque chose d'étonnant et vous aurez bien du mal à me convaincre.

□ Votre engagement gaulliste n'est peut-être pas si éloigné du nôtre. Vous et nous travaillons au rétablissement de la grandeur et de l'indépendance de la France, et peut-être d'abord au renforcement de l'exécutif. □ Certes, mais il y a entre vous et moi la place accordée au suffrage universel. Le suffrage universel incarne à mes yeux la légitimité d'un régime et ce point est pour moi indiscutable.

□ Vous ne reconnaissez pas la part d'imposture de ces élections qui ont lieu tous les cinq ans et qui donnent l'illusion à beaucoup de Français de participer à quelque chose ?

□ Je suis un enfant de l'école républicaine, vous ne me convaincrez pas! Après avoir été élu conseiller municipal de Bry-sur-Marne en mars 2008 sur une liste UMP, j'ai créé mon propre mouvement en juin 2009 et je l'ai appelé L'Ordre républicain - "ordre" entendu dans le sens de réseau, ou de réunion si vous préférez. C'est une association qui compte à ce jour deux-cents adhérents et qui fonctionne encore beaucoup par Internet. L'idée m'est venue avec le climat qui règne en France, les incivilités, l'abandon des valeurs républicaines à commencer par le communautarime. Je ne suis pas croyant. Mais je défends la liberté religieuse dans

le cadre strict de la laïcité. Je me suis fait connaître en combattant les Quick halal. Mon combat est celui de la laïcité contre le communautarisme musulman, néfaste même pour la communauté musulmane. J'incite la société Quick à offrir le choix à ses clients. D'autant que l'actionnaire principal de Quick est Qualium Investissement, une filiale de la Caisse des dépôts. Il est scandaleux d'observer une entreprise détenue à 94% par l'État défendre des règles religieuses et communautaristes. Depuis quelques mois, je paie d'ailleurs la médiatisation qui a été faite de mon investissement. Le chef de la majorité municipale que je représente, le maire de Bry-sur-Marne, m'a menacé à plusieurs reprises de démission forcée. Il n'en pas le droit. J'ai subi beaucoup de pression pour rester un militant docile, mais on ne me cantonnera pas au militantisme de terrain, aux collages, aux tractages - sans doute un rituel de passage. Rien ne me fera taire. J'ai des valeurs, n'en doutez pas, et je les défendrai. J'envisage au prochain conseil municipal de Bry de quitter la majorité municipale sans pour autant renoncer à mon mandat de conseiller. La résignation ne fera jamais partie de mon vocabulaire. ■

Propos recueillis par Marc Savina

L'Ordre républicain

SELON SON PRÉSIDENT, l'Ordre républicain doit contribuer « au maintien de l'ordre nécessaire à l'équilibre étatique et sociétal » façonné par le Code civil et la Constitution de la Ve République. « Les visions sociétales que Napoléon et De Gaulle avaient et qui ont, de fait, dicté leurs actions, sont l'héritage du peuple Français. Il est

du devoir du peuple Français, de notre devoir, nous citoyens Français, de préserver cet héritage, le protéger et de le sublimer », proclame Charles Aslangul. Selon lui, « la France contemporaine observe, de manière attentiste, ses valeurs tomber en désuétude quand elles ne font pas l'objet d'un rejet certain. De l'hymne national sifflé au retour des extrémismes religieux en passant par l'irrespect observé envers les forces de l'ordre garant de la liberté et de la sécurité, le ni-

vellement de nos valeurs s'observe partout et s'inscrit dans les mœurs. » Mais ces valeurs seraient celles de la République, « synonyme de liberté, de respect, d'égalité, de fraternité, de laïcité, de respect du culte, d'ordre, de cohésion de la société, de primauté de la personne ». La république vantée pour son inclination à condamner « les extrémismes, les discriminations, les actes liberticides ». La république qui serait « en somme, le salut de la France »... □